

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29380]

11 AVRIL 2014. — Décret modifiant notamment le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Des modifications au décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire

Article 1^{er}. A l'article 2 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, complété par les décrets des 7 décembre 2007 et 17 octobre 2013, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 1°, les deuxième et troisième tirets sont abrogés;

2° le point 2° est complété par un texte rédigé comme suit :

« , sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire ».

Art. 2. A l'article 6bis du même décret, inséré par le décret du 7 décembre 2007 et modifié par les décrets des 12 décembre 2008 et 12 juillet 2012, le point 5° est abrogé.

Art. 3. A l'article 7 du même décret, complété par les décrets des 19 juillet 2007 et 17 octobre 2013, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, deuxième tiret, les mots « 2 à » sont insérés entre les mots « à raison de » et les mots « 4 périodes »;

2° le paragraphe 1^{er} est complété par deux nouveaux alinéas rédigés comme suit :

« Sans préjudice des dispositions de l'article 20, § 1^{er} et § 4, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, même dans le cas où l'horaire hebdomadaire des élèves se compose des 28 périodes de la formation commune et de 2 ou 3 périodes d'activités complémentaires, le nombre total de périodes professeurs promérité pour le 1^{er} degré reste affecté à des activités pédagogiques organisées au 1^{er} degré en présence d'élèves.

De plus, une ou deux périodes supplémentaires de remédiation peuvent être organisées au-delà de l'horaire prévu à l'alinéa 1^{er}. »;

3° le paragraphe 2 est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« § 2. Sans préjudice de l'équilibre global de la formation sur le cycle résultant du § 1^{er} ainsi que du respect des objectifs fixés par les articles 6 et 16, § 1^{er}, du décret « Missions », dans le cadre de son plan d'actions collectives (PAC) visé à l'article 67/1 du décret « Missions », chaque établissement peut adapter l'organisation des apprentissages afin de permettre la réalisation de projets interdisciplinaires ou culturels, la mise en place d'activités de remédiation ou de dispositifs de soutien spécifique.

En vue de la construction de leur projet d'orientation, chaque établissement propose aux élèves du 1^{er} degré des activités de maturation de leurs choix personnels, en collaboration avec l'équipe du Centre psycho-médico-social. Ces activités sont organisées conformément à l'article 23 du décret « Missions ». Chaque établissement organise ces activités pendant au moins l'équivalent de trois journées sur le degré. »;

4° le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 4. Dans le même décret, il est inséré un article 7bis rédigé comme suit :

« Article 7bis. § 1^{er}. Le plan individualisé d'apprentissage (PIA) s'appuie sur un outil co-construit par l'équipe éducative et l'équipe de direction en vue de prendre en compte, d'une part, des difficultés particulières d'apprentissage et, d'autre part, des besoins spécifiques des élèves issus de l'enseignement spécialisé ou en intégration dans le cadre du dispositif visé au chapitre X du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Le PIA est élaboré par le Conseil de Classe à l'intention d'un élève qui connaît des difficultés, des lacunes, des retards dans l'acquisition des compétences attendues à la fin de la troisième étape du continuum pédagogique et/ou, le cas échéant, à la fin de la deuxième étape, conformément à l'article 16, § 1^{er}, du décret « Missions », particulièrement dans les disciplines visées à l'article 8, 1° à 3°. Il évolue en fonction des observations du Conseil de classe.

Le PIA devra permettre aux élèves de :

— combler les lacunes constatées;

— les aider à s'approprier des stratégies d'apprentissage plus efficaces.

Le Conseil de Classe en charge de l'élaboration d'un PIA peut associer à ses travaux des membres du Conseil de Classe de la classe d'origine de l'élève.

Le PIA énumère des objectifs particuliers à atteindre durant une période que fixe le Conseil de Classe. Le PIA mentionne cette période. Il prévoit des activités spécifiques de remédiation, de remise à niveau ou de structuration des acquis, de construction d'un projet scolaire. Il précise les modalités organisationnelles instaurées, pour les atteindre, conformément au paragraphe 5.

A titre informatif, les Services du Gouvernement mettent un répertoire de pratiques en matière de PIA et d'outils de gestion des PIA qui se sont avérés efficaces dans divers établissements à la disposition des équipes éducatives ainsi que des Service et Cellules de conseil et de soutien pédagogiques visés par le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques.

§ 2. L'attribution d'un PIA à un élève s'appuie sur le constat de difficultés particulières d'apprentissage ou de besoins spécifiques avérés sur la base soit :

1° des observations du Conseil de Classe;

2° d'un bilan de compétences ou d'un PIA délivré par le Conseil de Classe de l'année antérieure;

3° d'un avis émis par un centre psycho-médico-social ou un service de promotion de la santé à l'école;

4° des informations transmises par l'école primaire d'origine de l'élève, en application de l'article 29, § 4, du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au Certificat d'Etudes de Base au terme de l'enseignement primaire ou de l'article 28, alinéa 1^{er}, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

5° d'un diagnostic établi par un service médical ou psycho-médical spécialisé, hospitalier ou non hospitalier.

§ 3. Avant le 15 octobre de l'année scolaire concernée, le Conseil de Classe propose un PIA pour :

1° les élèves inscrits en première année commune après une première année différenciée au terme de laquelle ils ont obtenu le Certificat d'Etudes de Base;

2° les élèves inscrits en deuxième année commune pour lesquels le Conseil de classe a indiqué, conformément à l'article 23, qu'un PIA leur serait proposé;

3° les élèves inscrits en première année différenciée ou en deuxième année différenciée qui, sans être titulaires du Certificat d'Etudes de Base (CEB), ont réussi certaines parties de l'épreuve externe commune visée à l'article 19 du décret du 2 juin 2006 précité;

4° les élèves issus de l'enseignement spécialisé de type 8;

5° les élèves présentant des troubles de l'apprentissage diagnostiqués et attestés par un bilan médical ou pluridisciplinaire fourni par les parents ou la personne investie de l'autorité parentale;

6° les élèves faisant l'objet d'un projet d'intégration dans l'enseignement ordinaire, dans le cadre du dispositif visé par le chapitre X du décret du 3 mars 2004 précité;

7° les élèves inscrits dans l'année supplémentaire organisée au terme du premier degré, conformément à l'article 15;

8° les élèves inscrits dans une troisième année de différenciation et d'orientation visée au titre V.

Le Conseil de Classe peut élaborer un PIA pour tout autre élève pour lequel les parents ou la personne investie de l'autorité parentale en font la demande ou pour lequel un membre de l'équipe du centre psycho-médico-social le recommande.

Le Conseil de Classe se réunit au moins trois fois par année scolaire en vue d'examiner la situation des élèves dont il estime qu'ils rencontrent des difficultés particulières d'apprentissage ou éprouvent des besoins spécifiques et, en particulier, celle des élèves à qui un PIA a été attribué : au début de l'année scolaire, spécialement pour les élèves visés à l'alinéa 1^{er}, avant le 15 janvier et au début du troisième trimestre.

A tout moment de l'année scolaire et, en tout cas, à chacune de ces occasions visées à l'alinéa précédent, le Conseil de Classe peut attribuer, modifier ou suspendre un PIA dans le respect des dispositions du paragraphe 4.

§ 4. Les parents ou la personne investie de l'autorité parentale sont concertés sur toute proposition relative à l'instauration, à l'ajustement ou à la suspension d'un PIA. L'élève, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale sont sollicités pour accompagner, à la mesure de leur réponse, la démarche d'élaboration du PIA.

Si les parents ou la personne investie de l'autorité parentale ne manifestent pas de réaction dans un délai de 15 jours calendrier à dater de la communication de la proposition, le Conseil de Classe instaure, ajuste ou suspend le PIA.

§ 5. La grille horaire hebdomadaire des élèves bénéficiant d'un PIA, peut être adaptée pour répondre à des difficultés particulières d'apprentissage ou à des besoins spécifiques. Outre les deux périodes de religion ou de morale visées à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 précitée, elle comprend de 28 à 30 périodes dont au moins 2 périodes consacrées à l'éducation physique.

De plus, une ou deux périodes supplémentaires de remédiation peuvent lui être imposées au-delà de l'horaire prévu à l'alinéa précédent.

§ 6. Les membres de l'équipe éducative et de l'équipe du Centre psycho-médico-social mettent en œuvre le dispositif tel que décrit par le PIA.

La collaboration active des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale à la mise en œuvre du PIA est recherchée par l'équipe éducative.

Chaque élève bénéficiant d'un PIA se voit désigner, parmi les membres du Conseil de Classe, un référent chargé de l'encadrement individuel et/ou collectif des élèves bénéficiant d'un PIA.

Si ce référent se voit attribuer des périodes-professeurs pour assumer sa charge, ces périodes ne sont pas comptabilisées dans les 3 % visés à l'article 20, § 4, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

Le Conseil de Classe a pour mission d'évaluer les progrès et les résultats des élèves bénéficiant d'un PIA et, le cas échéant, dans le respect des dispositions du paragraphe 4, d'apporter à leur PIA les ajustements nécessaires.

§ 7. Le chef d'établissement tient à la disposition du Service d'inspection tous les documents relatifs à la mise en œuvre du PIA. Les membres du Service d'inspection peuvent consulter ces documents sur place.

§ 8. Le PIA fait partie du dossier scolaire de l'élève. ».

Art. 5. A l'article 8 du même décret, complété par le décret du 17 octobre 2013, les mots « les deux périodes hebdomadaires de morale ou de religion visées à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement » sont remplacés par les mots « les deux périodes hebdomadaires de religion ou de morale visées à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 précitée ».

Art. 6. L'article 10 du même décret, complété et modifié par le décret du 12 juillet 2012 est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Article 10. § 1^{er}. Les activités complémentaires sont organisées pour :

1° développer des compétences de la formation commune par des approches diversifiées;

2° reconnaître et valoriser la diversité des habiletés des élèves, en vue de faciliter leur développement personnel et social ainsi que d'accroître leur motivation;

3° permettre, d'une part, à l'élève de mieux se connaître et, d'autre part, aux membres du personnel enseignant d'identifier et de soutenir ses aptitudes dans le cadre de l'accompagnement de ses démarches d'orientation scolaire.

Ces objectifs sont d'abord ceux de la formation commune; les activités complémentaires contribuent à les atteindre selon d'autres modalités ou d'autres rythmes.

Au même titre que les cours de la formation commune, les activités complémentaires permettent de développer des stratégies pédagogiques spécifiques et de proposer entre autres des activités :

- a) de gestion des outils de travail en situation d'apprentissage;
- b) de remédiations spécifiques liées à des difficultés ou troubles de l'apprentissage (orthopédagogie, logopédie,...);
- c) de gestion mentale en situation d'apprentissage;
- d) de construction d'un projet personnel d'orientation positive en vue de prévenir les risques d'absentéisme, de décrochage et d'abandon scolaires.

§ 2. Les activités complémentaires sont organisées selon les modalités suivantes :

1° elles ne constituent en aucun cas ni une pré-orientation de l'élève ni un prérequis à l'admission dans une orientation d'études du deuxième degré de l'enseignement secondaire;

2° elles relèvent obligatoirement d'un des sept domaines suivants, pouvant comporter plusieurs sphères :

a) Domaine du français :

Les activités complémentaires dans ce domaine consistent en : initiation au latin en ce compris éventuellement initiation à la culture antique, théâtre et expression dramatique, activités d'expression poétique, ateliers d'écriture ou ateliers de lecture. Les activités dans ce domaine comportent au maximum quatre périodes hebdomadaires.

b) Domaine de la langue moderne :

Les activités complémentaires dans ce domaine (qui vise la même langue que celle qui est suivie en formation commune) peuvent être organisées, notamment, dans les sphères d'activités suivantes : ateliers de conversation ou d'expression dramatique, initiation à des éléments culturels spécifiques aux pays, régions ou communautés où la langue étudiée est la langue vernaculaire. Chaque sphère abordée dans ce domaine comporte au maximum deux périodes hebdomadaires.

c) Domaine des sciences et des mathématiques :

Les activités complémentaires dans ce domaine peuvent être organisées, notamment, dans les sphères d'activités suivantes : activités mathématiques, activités techno-scientifiques, activités logiques, informatique. Chaque sphère abordée dans ce domaine comporte au maximum deux périodes hebdomadaires.

d) Domaine des sciences humaines :

Les activités complémentaires dans ce domaine peuvent être organisées, notamment, dans les sphères d'activités suivantes : initiation à la vie économique et/ou sociale, initiation aux principes de la vie citoyenne, éducation au respect de l'environnement. Chaque sphère abordée dans ce domaine comporte au maximum deux périodes hebdomadaires.

e) Domaine des activités artistiques :

Les activités complémentaires dans ce domaine visent à développer les aptitudes travaillées dans le cours d'éducation artistique et comportent au maximum deux périodes hebdomadaires.

f) Domaine des activités techniques :

Les activités complémentaires dans ce domaine visent à développer les aptitudes travaillées dans le cours d'éducation par la technologie; elles comportent au maximum deux périodes hebdomadaires.

g) Domaine des activités physiques :

Les activités complémentaires dans ce domaine visent à développer les aptitudes travaillées dans le cours d'éducation physique, notamment par l'initiation à la pratique d'autres sports, l'éducation à la coopération et à la citoyenneté par le jeu sportif. Les activités dans ce domaine comportent au maximum deux périodes hebdomadaires.

Les établissements qui, pendant l'année scolaire 2013 -2014, organisent les activités complémentaires visées aux points e) et f) du présent décret au-delà de deux périodes hebdomadaires sont autorisés à les organiser pendant trois années scolaires. Au terme de cette période et sur base de l'évaluation visée à l'alinéa suivant, le Gouvernement pourra permettre aux mêmes établissements de poursuivre cette organisation, pour une durée qu'il détermine.

Au terme de l'année scolaire 2016 -2017, la Commission de pilotage procédera à une évaluation qualitative de l'organisation des activités complémentaires telles que décrites au § 2, 2°, du présent article, en prenant, notamment, en compte les rapports du Service général de l'Inspection portant plus spécialement sur les dispositifs de soutien et de remédiation intégrés dans les activités complémentaires au bénéfice des élèves éprouvant des difficultés au cours du premier degré commun. Cette évaluation portera également sur l'impact des activités complémentaires au niveau du parcours effectif des élèves. Sur la base de l'analyse de ces données, la Commission de pilotage adressera, si elle l'estime opportun, des recommandations au Gouvernement concernant l'organisation des activités complémentaires;

3° quand un établissement d'enseignement propose une grille comportant trois ou quatre périodes d'un même domaine d'activités complémentaires, il doit également proposer au moins une grille comportant des périodes d'activités relevant de deux ou de trois des domaines visés au 2°.

4° dans le but d'organiser les activités complémentaires dans les meilleures conditions, l'établissement d'enseignement peut conclure des conventions avec un ou plusieurs autres établissements d'enseignement.

§ 3. Les activités complémentaires peuvent être remplacées en tout ou en partie :

- 1° par les périodes d'enseignement artistique visées à l'article 1^{er}, § 3, 1°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité;
- 2° par les périodes d'entraînement visées à l'article 1^{er}, § 3, 2°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité;
- 3° par un programme spécifique établi dans le cadre du PIA visé par l'article 7bis. ».

Art. 7. A l'article 12, du même décret, modifié par le décret du 7 décembre 2007, les mots « L'organisation des activités complémentaires et du premier degré différencié » sont remplacés par les mots « L'organisation des activités complémentaires et leur volume ainsi que l'organisation du premier degré différencié ».

Art. 8. Dans le titre III du même décret, inséré par le décret du 7 décembre 2007, les mots « complémentaire au sein » sont remplacés par les mots « supplémentaire au terme ».

Art. 9. L'article 13 du même décret est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Article 13. § 1^{er}. Une année supplémentaire, appelée 2 S, est organisée :

1° au bénéfice des élèves qui, au terme de la deuxième année commune, éprouvent des difficultés telles qu'une année supplémentaire au premier degré s'avère indispensable pour leur permettre d'atteindre la maîtrise des socles de compétences visées à la fin de la troisième étape du continuum pédagogique, conformément à l'article 16, § 1^{er}, du « décret Missions »;

2° au bénéfice des élèves, titulaires ou non du Certificat d'Etudes de Base qui, au terme de la deuxième année différenciée, éprouvent des difficultés telles qu'une année supplémentaire s'avère indispensable pour leur permettre d'atteindre la maîtrise des socles de compétences visées à la fin de la deuxième et/ou de la troisième étape du continuum pédagogique, conformément à l'article 16, § 1^{er}, du « décret Missions ».

§ 2. L'établissement scolaire qui oriente un élève vers l'année supplémentaire visée au paragraphe 1^{er} est tenu d'organiser cette dernière en son sein.

§ 3. Cette année supplémentaire ne peut en aucun cas constituer un redoublement de l'année antérieure. ».

Art. 10. L'article 14 du même décret, complété par le décret du 12 décembre 2008, modifié par le décret du 12 juillet 2012, est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Article 14. § 1^{er}. Tout élève orienté vers l'année supplémentaire visée à l'article 13 bénéficie d'un PIA élaboré conformément à l'article 7bis.

§ 2. Le PIA est décidé, suivi et ajusté dans les conditions de l'article 7bis.

Il est présenté par le chef d'établissement ou son délégué, avant le 15 octobre de l'année scolaire concernée, à l'élève ainsi qu'à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale. Le chef d'établissement ou son délégué peuvent être accompagnés d'un autre membre de l'équipe pédagogique ou d'un membre du Centre psycho-médico-social concerné.

§ 3. Le PIA visé au paragraphe 1^{er} définit la grille horaire de l'élève; elle peut être individualisée en fonction de ses difficultés particulières d'apprentissage ou de ses besoins spécifiques. Elle doit permettre à l'élève de combler ses lacunes dans les compétences visées à la fin de la deuxième et/ou de la troisième étape du continuum pédagogique, conformément à l'article 16, § 1^{er}, du « décret Missions » et au décret du 19 juillet 2001. Elle doit aussi favoriser le développement par l'élève des compétences qui ne présentent pas de difficultés pour lui et la construction d'un projet d'orientation scolaire positive.

La grille horaire de l'année supplémentaire visée à l'article 13 comprend, outre les deux périodes de religion ou de morale visées à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 précitée, de vingt-huit à trente périodes dont au moins deux périodes consacrées à l'éducation physique.

La grille horaire des élèves peut comprendre la participation à des cours organisés au bénéfice des élèves de deuxième année commune, de deuxième année différenciée ou de troisième année. ».

Art. 11. L'article 15 du même décret est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Article 15. L'année supplémentaire organisée au terme du premier degré est accessible :

1° à tout élève régulier au sens de l'article 2, 9°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité qui a suivi la deuxième année commune et à l'égard duquel est prise une des décisions visées à l'article 26, § 2, alinéa 1^{er};

2° à tout élève régulier au sens de l'article 2, 9°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité qui a suivi la deuxième année différenciée et à l'égard duquel est prise une des décisions visées à l'article 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, b, 2°, alinéa 1^{er}, b, et § 2, alinéa 2, 1°. ».

Art. 12. A l'article 16 du même décret,

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« L'établissement qui accueille des élèves au premier degré différencié se fait produire par leur école primaire d'origine une copie :

1° du bilan de compétences portant sur la maîtrise des socles de compétences à 12 ans visé par l'article 29, § 4, du décret du 2 juin 2006 précité et par l'article 28 /1 du décret du 3 mars 2004 précité;

2° du PIA, lorsque l'élève est issu de l'enseignement primaire spécialisé. »;

2° au paragraphe 3, les mots « Par dérogation au § 2, alinéa 2, les établissements qui, au 1^{er} octobre 2007 n'organisent pas de 1^{er} degré commun et qui organisent soit une première année B ou une deuxième année professionnelle soit une première année B et une 2e année professionnelle peuvent » sont remplacés par les mots « Les établissements qui n'organisent pas de 1^{er} degré commun et qui organisent depuis le 1^{er} septembre 2008 soit une première année différenciée ou une deuxième année différenciée soit les deux années du 1^{er} degré différencié doivent »;

3° au paragraphe 4, les mots « à l'alinéa » sont remplacés par les mots « au paragraphe ».

Art. 13. A l'article 17, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « de morale ou de religion » sont remplacés par les mots « de religion ou de morale »;

2° le point 6°, est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« 6° l'éducation par la technologie à raison de deux à neuf périodes hebdomadaires pour autant qu'un maximum de trois périodes hebdomadaires soit consacré à chacune des sphères d'activités suivantes : l'initiation à l'informatique, le dessin technique, l'agronomie, le travail du métal, le travail du bois, l'initiation à l'électricité, la construction ou les services. ».

3° l'article est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« La grille-horaire des élèves de deuxième année différenciée ayant réussi certaines parties de l'épreuve externe commune visée à l'article 18 peut comporter des cours de 1C, 2C ou de 2S. ».

Art. 14. A l'article 18, § 1^{er}, à l'alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « en ce compris les élèves visés par la disposition définie à l'article 28, § 3, 1^o, » sont supprimés.

Art. 15. A l'article 19 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa deux, les mots « Au cours de la troisième année de différenciation et d'orientation, les besoins particuliers de l'élève et les difficultés qu'il rencontre » sont remplacés par les mots « Au cours de la 3SDO, les difficultés particulières d'apprentissage ou les besoins spécifiques de l'élève »;

2^o l'alinéa trois est abrogé.

Art. 16. L'article 20 du même décret, modifié par le décret du 12 juillet 2012, est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Article 20. La 3S-DO est accessible à tout élève régulier au sens de l'article 2, 9^o de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité qui a suivi :

1^o soit la deuxième année commune et à l'égard duquel est prise la décision visée à l'article 26, § 2, alinéa 2, 2^o;

2^o soit la deuxième année différenciée et à l'égard duquel est prise la décision visée à l'article 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, d, ou § 2, alinéa 1^{er}, 2^o;

3^o soit l'année supplémentaire organisée au terme du 1^{er} degré à l'égard duquel est prise la décision visée à l'article 28bis, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o. ».

Art. 17. L'article 21 du même décret est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Article 21. § 1^{er}. Pour tout élève régulier au sens de l'article 2, 9^o, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité, orienté vers la 3S-DO, le Conseil de Classe élabore le rapport visé à l'article 22.

§ 2. Sur base du rapport visé au § 1^{er} et dans le respect de l'article 7bis, § 4, le Conseil de Classe de 3S-DO propose, à chaque élève inscrit en 3S-DO le PIA visé à l'article 7bis.

§ 3. Le PIA est décidé, suivi et ajusté dans les conditions de l'article 7bis.

Il est présenté par le chef d'établissement ou son délégué, avant le 15 octobre de l'année scolaire concernée, à l'élève ainsi qu'à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale. Le chef d'établissement ou son délégué peuvent être accompagnés d'un autre membre de l'équipe pédagogique ou d'un membre du centre psycho-médico-social concerné.

§ 4. Le PIA visé au paragraphe 1^{er} définit la grille horaire de l'élève concerné; elle peut être individualisée en fonction de ses difficultés particulières d'apprentissage ou de ses besoins spécifiques.

Par dérogation à l'article 7bis, § 5, alinéa 1^{er}, outre les deux périodes hebdomadaires de religion ou de morale visées à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 précitée, l'horaire hebdomadaire de la 3S-DO est de trente-deux périodes portant sur :

1^o le français ainsi que la formation historique et géographique à raison de neuf à quatorze périodes, dont deux ou trois consacrées à la formation historique et géographique;

2^o la formation mathématique ainsi que l'initiation scientifique à raison de six à onze périodes hebdomadaires, dont deux ou trois périodes consacrées à l'initiation scientifique;

3^o l'apprentissage d'une langue moderne I à raison de deux à quatre périodes hebdomadaires;

4^o l'éducation physique à raison de deux ou trois périodes hebdomadaires;

5^o l'éducation artistique à raison de une à cinq périodes hebdomadaires;

6^o un module de formation intégrée, à raison d'au moins six périodes hebdomadaires ayant pour but de faire appréhender concrètement par l'élève le monde professionnel, les métiers, les formations, les diplômes qui y mènent et d'élaborer avec lui un projet de vie en lien avec une orientation tant dans l'enseignement de transition que de qualification.

Un maximum de deux tiers des périodes réservées à ce module peuvent être consacrées à la participation à des cours techniques ou de pratique professionnelle d'options groupées relevant d'un ou de plusieurs secteurs organisés en troisième année. Les établissements peuvent conclure des conventions avec un ou plusieurs autres établissements pour assurer ces activités dans les meilleures conditions.

La grille horaire des élèves peut aussi comprendre pour partie la participation à des cours organisés au bénéfice des élèves de 2S.

La 3S-DO ne peut en aucun cas constituer un redoublement de l'année antérieure.

§ 5. La direction de l'établissement scolaire tient à la disposition du service d'inspection tous les documents relatifs à l'application des dispositions du présent article. Les membres du service d'inspection peuvent les consulter sur place.».

Art. 18. A l'article 22, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « article 16, § 2 » sont chaque fois remplacés par les mots « article 16, § 1^{er} ».

Art. 19. L'article 23 du même décret est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Article 23. Au terme de la première année commune, sur la base du rapport visé à l'article 22, le Conseil de Classe oriente l'élève vers la deuxième année commune (2C), le cas échéant en indiquant que le Conseil de Classe de 2 C proposera un PIA, tel que visé à l'article 7bis. ».

Art. 20. L'article 24 du même décret est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Article 24. Au terme de la première année différenciée, sur la base du rapport défini à l'article 22, le Conseil de Classe oriente l'élève :

1^o soit vers la première année commune (1C), s'il est titulaire du Certificat d'Etudes de Base; en ce cas, il indique que le Conseil de Classe de 1C proposera un PIA, tel que visé à l'article 7bis;

2° soit vers la deuxième année différenciée (2 D) organisée conformément au titre IV, s'il n'est pas titulaire du Certificat d'Etudes de Base (CEB); en ce cas, il indique que le Conseil de Classe de 2D proposera un PIA, tel que visé à l'article 7bis, en vue de permettre à l'élève de poursuivre sa préparation du CEB en développant les compétences non encore acquises parmi celles qui ont été définies par les socles de compétences visées à la fin de la deuxième étape et, le cas échéant, d'acquérir certaines des compétences visées au terme de la troisième étape du continuum pédagogique conformément à l'article 16, § 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997. »

Art. 21. L'article 25 du même décret est abrogé.

Art. 22. A l'article 26 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, 2°, les mots « réussite de l'élève » sont remplacés par les mots « réussite par l'élève »;

2° le paragraphe 2, est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« § 2. En ce qui concerne l'élève visé au § 1^{er}, 2°, qui n'a pas épuisé les trois années d'études du premier degré conformément à l'article 6ter, le Conseil de Classe l'oriente vers l'année supplémentaire organisée au terme du premier degré (2S) conformément au titre III; en ce cas, il indique que le Conseil de Classe de 2S proposera un PIA, tel que visé à l'article 7bis.

En ce qui concerne l'élève visé au § 1^{er}, 2°, qui a épuisé les trois années d'études du premier degré conformément à l'article 6ter, le Conseil de Classe définit les formes et sections qu'il peut fréquenter en troisième année de l'enseignement secondaire de plein exercice ou en alternance, en informe les parents ou la personne investie de l'autorité parentale et l'oriente :

1. soit vers une des troisièmes années de l'enseignement secondaire correspondant aux formes et sections définies par le Conseil de Classe;

2. soit vers la troisième année de différenciation et d'orientation visée au titre V; en ce cas, il indique que le Conseil de Classe de 3S-DO proposera un PIA, tel que visé à l'article 7bis;

3. soit, s'il répond aux conditions d'admission, vers l'enseignement en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 2°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance.

Toutefois, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale gardent la faculté de choisir celle des deux orientations visées à l'alinéa précédent vers laquelle le Conseil de Classe n'a pas orienté l'élève. Lorsqu'ils retiennent le choix visé à l'alinéa 2, 1°, le Conseil de Classe remet à l'élève un document reprenant des conseils complémentaires pour son orientation. Lesdits conseils portent sur les orientations d'études conseillées et, s'il échet, déconseillées, en lien avec le rapport visé à l'article 22. »;

3° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « alinéas 2 et 3 » sont remplacés par les mots « alinéa 2 ».

Art. 23. L'article 27 du même décret est abrogé.

Art. 24. L'article 28 du même décret est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Article 28. § 1^{er}. Au terme de la deuxième année différenciée, sur la base du rapport visé à l'article 22,

1° en ce qui concerne l'élève titulaire du Certificat d'Etudes de Base, qui n'atteint pas l'âge de 16 ans à la date du 31 décembre de l'année scolaire qui suit, le Conseil de Classe l'oriente :

a) soit vers l'année supplémentaire organisée au terme du premier degré (2S), conformément au titre III; en ce cas, il indique que le Conseil de Classe de 2S proposera un PIA, tel que visé à l'article 7bis,

b) soit, s'il répond aux conditions d'admission, vers l'enseignement en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 2° du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance.

Toutefois, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale gardent la faculté de choisir celle des deux orientations visées au point 1°, a) et b), vers laquelle le Conseil de Classe n'a pas orienté l'élève.

2° en ce qui concerne l'élève titulaire du Certificat d'Etudes de Base, qui atteint l'âge de 16 ans à la date du 31 décembre de l'année scolaire qui suit, le Conseil de Classe définit les formes et sections que l'élève peut fréquenter dans une troisième année de l'enseignement secondaire, de plein exercice ou en alternance, en informe les parents ou la personne investie de l'autorité parentale et l'oriente :

a) soit vers l'année supplémentaire organisée au terme du premier degré (2S), conformément au titre III; en ce cas, il indique que le Conseil de Classe de 2S proposera un PIA, tel que visé à l'article 7bis;

b) soit vers une des troisièmes années de l'enseignement secondaire correspondant aux formes et sections définies par le Conseil de Classe;

c) soit vers la troisième année de différenciation et d'orientation (3S-DO); en ce cas, il indique que le Conseil de Classe de 3S-DO proposera un PIA, tel que visé à l'article 7bis;

d) soit, s'il répond aux conditions d'admission, vers l'enseignement en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 2°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance.

Toutefois, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale gardent la faculté de choisir l'une des orientations visées au point 2°, alinéa 1^{er}, vers lesquelles le Conseil de Classe n'a pas orienté l'élève. Lorsqu'ils retiennent le choix visé au point 2°, c), le Conseil de Classe remet à l'élève un document reprenant des conseils complémentaires pour son orientation. Lesdits conseils portent sur les orientations d'études conseillées et, s'il échet, déconseillées, en lien avec le rapport visé à l'article 22.

La définition par le Conseil de Classe, en vertu du point 2°, alinéa 1^{er}, des formes et sections que l'élève peut fréquenter en troisième année de l'enseignement secondaire peut faire l'objet d'un recours selon la procédure prévue aux articles 95 à 99 du décret « Missions ».

§ 2. Au terme de la deuxième année différenciée, en ce qui concerne l'élève non titulaire du Certificat d'Etudes de Base, le Conseil de Classe l'oriente :

1° soit vers l'année supplémentaire organisée au terme du premier degré (2S) conformément au titre III; en ce cas, il indique que le Conseil de Classe de 2S proposera un PIA, tel que visé à l'article 7bis;

2° soit vers la troisième année de différenciation et d'orientation (3S-DO); en ce cas, il indique que le Conseil de Classe de 3S-DO proposera un PIA, tel que visé à l'article 7bis;

3° soit, s'il répond aux conditions d'admission, vers l'enseignement en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 2°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance.

Toutefois, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale gardent la faculté de choisir celle des deux orientations visées à l'alinéa précédent vers laquelle le Conseil de Classe n'a pas orienté l'élève. ».

Art. 25. Dans le même décret, il est inséré un article 2bis rédigé comme suit :

« Article 2bis. § 1^{er}. Au terme de l'année supplémentaire (2S) organisée au terme du premier degré conformément au titre III, sur la base du rapport visé à l'article 22, le Conseil de Classe :

1° soit certifie de la réussite par l'élève du premier degré de l'enseignement secondaire;

2° soit ne certifie pas de la réussite par l'élève du premier degré de l'enseignement secondaire.

§ 2. Pour l'élève visé par le § 1^{er}, 2°, le Conseil de Classe définit les formes et sections que l'élève peut fréquenter dans une troisième année de l'enseignement secondaire de plein exercice ou en alternance, en informe les parents ou la personne investie de l'autorité et l'oriente :

1° soit vers une des troisièmes années de l'enseignement secondaire correspondant aux formes et sections définies par le Conseil de Classe;

2° soit vers la troisième année de différenciation et d'orientation (3S-DO); en ce cas, il indique que le Conseil de Classe de 3S-DO proposera un PIA, tel que visé à l'article 7bis;

3° soit, s'il répond aux conditions d'admission, vers l'enseignement en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 2°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance.

Toutefois, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale gardent la faculté de choisir celle des deux orientations visées à l'alinéa 1^{er} vers laquelle le Conseil de Classe n'a pas orienté l'élève. Lorsqu'ils retiennent le choix visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, le Conseil de Classe remet à l'élève un document reprenant des conseils complémentaires pour son orientation. Lesdits conseils portent sur les orientations d'études conseillées et, s'il échet, déconseillées, en lien avec le rapport visé à l'article 22.

§ 3. La décision de non réussite prise par le Conseil de Classe en vertu du § 1^{er}, 2°, peut faire l'objet d'un recours selon la procédure prévue aux articles 95 à 99 du décret « Missions ».

La définition, par le Conseil de Classe en vertu du § 2, des formes et sections que l'élève peut fréquenter en troisième année de l'enseignement secondaire de plein exercice ou en alternance, peut faire l'objet d'un recours selon la procédure prévue aux articles 95 à 99 du décret « Missions ».

Art. 26. A l'article 30 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, à l'alinéa 2, le mot « Guidance » est remplacé par le mot « Classe »;

2° au paragraphe 2, les mots « article 16, § 2 » sont remplacés par les mots « article 16, § 1^{er} ».

Art. 27. Le titre VII (articles 32 à 34) est abrogé.

TITRE II. — Des modifications à d'autres décrets

Section 1^{re}. — Modification de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire

Art. 28. Dans l'article 20 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 août 1989, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996, complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 avril 1998, modifié par les décrets des 30 juin 2006, 7 décembre 2007 et 12 juillet 2012, le paragraphe 2 est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Sur base d'un projet construit avec le Conseil de Classe et en collaboration avec l'équipe du centre psycho-médico-social et avec l'accord des parents ou des responsables légaux, les passages de l'année supplémentaire au sein du 1^{er} degré (2S) à la troisième année de l'enseignement secondaire professionnel sont autorisés jusqu'au 15 janvier pour autant que l'élève soit porteur du CEB. ».

Art. 29. Dans l'article 23 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 août 1993, les arrêts du Gouvernement de la Communauté française des 19 juillet 1993, 20 juin 1994, 24 avril 1995, 2 avril 1998, par les décrets des 30 juin 2006, 7 décembre 2007 et 12 juillet 2012, au paragraphe 1^{er}, il est inséré, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, devenant alinéa 3, un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« L'élève non titulaire du Certificat d'études de base qui, au terme d'une troisième, s'est vu délivrer une attestation d'orientation A ou une attestation d'orientation B, visée au § 2, est réputé titulaire du Certificat d'Etudes de Base à l'issue de la troisième année. ».

Section 2. — Modifications du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice

Art. 30. A l'article 7 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, modifié par les décrets des 27 décembre 1993, 2 avril 1996, 14 juin 2001, 30 juin 2006, 7 décembre 2007 et 18 mai 2012, dans l'alinéa 6, les mots « complémentaire au sein » sont remplacés par les mots « supplémentaire au terme ».

Art. 31. A l'article 16 du même décret, modifié par le décret du 27 octobre 1994, abrogé par le décret du 30 juin 1998, rétabli par le décret du 12 décembre 2008, modifié par le décret du 13 janvier 2011, dans l'alinéa 2 sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 2°, les mots « et 2° » sont insérés entre les mots « En 1^{re} » et les mots « année différenciée »;

2° le point 3° est abrogé;

3° au point 4°, les mots « complémentaire organisée à l'issue de la 1^{ère} année commune » sont remplacés par les mots « supplémentaire organisée au terme du 1^{er} degré »;

4° le point 5° est abrogé.

Art. 32. A l'article 20 du même décret, modifié par les décrets des 21 décembre 1992, 22 décembre 1992, 2 avril 1996 et 25 juillet 1996, complété par les décrets des 24 juillet 1997 et 14 juin 2001, modifié par les décrets des 12 décembre 2008, 26 mars 2009, 30 avril 2009, 17 décembre 2009 et 3 mai 2012, complété par le décret du 18 mai 2012, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 5,

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou de logopède » sont insérés entre les mots « assistant social » et les mots « , par 24 périodes-professeurs »;

b) entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, devenant alinéa 3, il est inséré un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit :

« L'emploi de logopède peut être scindé par quarts temps. »;

c) à l'alinéa 2, devenu alinéa 3, les mots « ou de logopède » sont insérés entre les mots « assistant social » et les mots « à prestations complètes »;

d) à l'alinéa 3, devenu alinéa 4,

— le mot « 2 » est remplacé par le mot « 3 »;

— les mots « ou de logopède » sont insérés entre les mots « assistant social » et le mot « lorsque ».

2° il est inséré un paragraphe 5/1 rédigé comme suit :

« § 5/1. Lorsque des périodes supplémentaires au nombre total de périodes-professeurs octroyées à un établissement scolaire conformément à l'article 37, § 1^{er}, du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire sont consacrées à l'engagement à titre temporaire d'un membre du personnel auxiliaire d'éducation conformément à l'article 37, § 2 du même décret, l'emploi de ce membre du personnel auxiliaire d'éducation peut être scindé par quarts temps. ».

Section 3. — Modification du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Art. 33. Dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, à l'article 15, modifié par les décrets des 3 mars 2004 et 7 décembre 2007, l'alinéa 2 est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Dans l'enseignement ordinaire,

1° l'élève amené à parcourir la deuxième étape de l'enseignement obligatoire en cinq ans plutôt qu'en quatre peut suivre l'année complémentaire adaptée à ses besoins d'apprentissage dans le même établissement;

2° l'élève amené à parcourir le premier degré de l'enseignement secondaire en trois ans plutôt qu'en deux peut suivre l'année supplémentaire adaptée à ses besoins d'apprentissage dans le même établissement. ».

Art. 34. Dans le même décret du 24 juillet 1997, l'article 50, § 4, remplacé par le décret du 12 juillet 2012, est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« § 4. Les programmes d'études proposent des situations d'apprentissage et indiquent des contenus d'apprentissage obligatoires ou facultatifs. Ils fournissent des orientations méthodologiques. Les situations et contenus d'apprentissage ainsi que les orientations méthodologiques doivent permettre d'acquérir la maîtrise des acquis d'apprentissage fixés par les profils de certification visés aux articles 39, 44, 45 et 47.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les options de base groupées ou les formations pour lesquelles le Gouvernement a défini un profil de certification, les programmes peuvent ne pas proposer des situations d'apprentissage et des contenus d'apprentissage obligatoires : les situations d'apprentissage ainsi que les contenus d'apprentissage obligatoires sont les parcours d'apprentissage que détermine le profil de certification, conformément à l'article 39bis, 6°, a). Ces programmes fournissent en tout cas des orientations méthodologiques.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les options de base groupées ou les formations pour lesquelles le Gouvernement n'a pas encore défini un profil de certification, les programmes se réfèrent aux profils de formation conformément aux articles 40 et 47, § 2, sans préjudice de l'article 342 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. ».

Art. 35. Dans le même décret du 24 juillet 1997, sont insérés un article 67/1 et un article 67/2, rédigés comme suit :

« Article 67/1. § 1^{er}. Dans le cadre de son projet d'établissement, chaque établissement organisant un premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire définit un plan d'actions collectives (PAC) spécifique au premier degré, visant à mettre en place et à bien articuler avec les membres de l'équipe éducative et de l'équipe du Centre psycho-médico-social, des actions et dispositifs permettant aux élèves d'atteindre les objectifs assignés au 1^{er} degré.

§ 2. Le PAC

1° identifie ses objectifs;

2° décrit les actions et dispositifs à mettre en œuvre;

3° identifie les ressources mobilisables pour sa mise en œuvre;

4° définit des critères d'évaluation interne de sa mise en œuvre.

§ 3. Dans les établissements scolaires visés par le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, les dispositions du PAC sont mises en cohérence avec le PGAED visé à l'article 8, § 1^{er}, du même décret et, le cas échéant, avec les actions prioritaires visées à l'article 67/2.

§ 4. Sous la responsabilité du chef d'établissement, le projet de PAC est élaboré par l'équipe éducative, en concertation et en partenariat avec l'équipe du centre psycho-médico-social.

Dans le respect de l'article 67, alinéa 3, le projet de PAC est transmis, pour être intégré au projet d'établissement, au Conseil de participation par les délégués du Pouvoir organisateur, conformément à l'article 68, alinéa 2 du « décret Missions ». Conformément à l'article 69, § 1^{er}, du même décret, il est mis en débat au Conseil de participation, qui rend son avis conformément à l'article 69, § 11, du même décret. Il est approuvé conformément à l'article 70 du même décret.

Article 67/2. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur d'un établissement dont les performances présentent un écart significatif en-dessous de la moyenne des établissements comparés, identifiés conformément à l'article 3, 16, 3^o, du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française définit et planifie, pour une période de six ans, des actions prioritaires visant à l'amélioration de ses performances, sur la base des éléments fournis par la Commission de pilotage créée par l'article 2 du décret du 27 mars précité.

Ces actions prioritaires mobilisent et articulent les ressources internes et externes à disposition de l'établissement.

§ 2. Les ressources internes visées au paragraphe 1^{er} sont, notamment :

1^o les équipes du centre psycho-médico-social et du service promotion de la santé à l'école;

2^o les moyens apportés par l'encadrement différencié;

3^o la cellule de concertation locale visée à l'article 4, § 3, du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire.

Les ressources externes visées au paragraphe 1^{er} sont, notamment :

1^o les programmes de formation continuée;

2^o le Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française visé à l'article 4, § 1^{er}, du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques;

3^o les Cellules de conseil et de soutien pédagogiques visées à l'article 4, § 2, du décret du 8 mars 2007 précité;

4^o le service de médiation visé à l'article 7 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire.

§ 3. Les actions prioritaires visées au paragraphe 1^{er} sont intégrées au projet d'établissement visé à l'article 67, selon les modalités prévues aux articles 69 à 71.

Elles sont assorties d'indicateurs, qualitatifs et quantitatifs, de réalisation et de résultat, permettant de mesurer les progrès accomplis.

§ 4. Le projet d'établissement ainsi amendé est tenu à la disposition du Service de l'Inspection compétent.

Section 4. — Modification du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française

Art. 36. A l'article 3 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, modifié par le décret du 11 juillet 2002, complété par les décrets des 12 mai 2004, 4 avril 2005, 19 mai 2006, 2 juin 2006, 5 juin 2008, 30 avril 2009, 18 mars 2010 et 12 juillet 2012, est inséré un point 16 rédigé comme suit :

« 16. 1^o de définir, pour les établissements organisant une part du continuum pédagogique tel que défini à l'article 13, § 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, ce qui peut être considéré comme écart significatif de performances entre établissements; à cette fin, la commission de pilotage s'appuie sur une analyse comparée d'indicateurs croisés et récurrents validés par elle, pour un ensemble d'établissements situés dans la même zone, présentant un même profil, et en particulier appartenant à une même classe, telle que visée à l'article 4 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité;

2^o de faire procéder dans les établissements présentant un écart significatif au-dessus de la moyenne des établissements comparés, notamment avec l'appui du Service d'Inspection, à un relevé des pratiques efficaces qu'ils mettent en œuvre en vue d'en assurer la diffusion;

3^o d'identifier les établissements présentant un écart significatif en-dessous de la moyenne des établissements comparés, et de leur transmettre, globalement des éléments les aidant à traduire dans leur projet d'établissement, conformément à l'article 67/2 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, un certain nombre d'actions prioritaires destinées à l'amélioration de leurs performances, telles que relevé de pratiques efficaces, suggestions pour une bonne articulation des ressources internes à l'établissement et des ressources externes disponibles pour l'établissement. La Commission préserve la confidentialité des données relatives à chaque établissement; la communication des analyses et des suggestions construites à partir de ces données ainsi que des données relatives aux autres établissements visés au 1^o ne doit en aucun cas permettre l'identification des établissements scolaires. Les données les concernant fournies aux établissements ne peuvent être utilisées par eux que pour définir les actions prioritaires propres à améliorer leurs performances. ».

Section 5. — Modification du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

Art. 37. Dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, il est inséré un article 28/1 rédigé comme suit :

« Article 28/1. - Sans préjudice de l'article 29, § 4, du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au Certificat d'Études de Base au terme de l'enseignement primaire, le Conseil de Classe visé à l'article 27, élabore, pour chacun des élèves qui quittent l'enseignement primaire spécialisé pour s'inscrire dans l'enseignement secondaire ordinaire sans être titulaires du certificat d'études de base, un bilan de compétences portant sur la maîtrise des socles de compétences à 12 ans suivant un modèle que fixe le Gouvernement.

Le chef d'établissement primaire transmet sans délai à l'école secondaire qui en fait la demande, le bilan de compétences visé à l'alinéa 1^{er} ainsi que le plan individuel d'apprentissage (PIA) visé à l'article 4, § 1^{er}. »

Art. 38. Dans le même décret, il est inséré un article 44^{ter} rédigé comme suit :

« Article 44^{ter}. Lorsque des périodes supplémentaires au capital-périodes octroyées à un établissement scolaire conformément à l'article 37, § 1^{er} du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire sont consacrées à l'engagement à titre temporaire d'un membre du personnel auxiliaire d'éducation conformément à l'article 37, § 2, du même décret, l'emploi de ce membre du personnel auxiliaire d'éducation peut être scindé par quarts temps.

Section 6. — Modification du décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire

Art. 39. Dans l'article 6 du décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire, tel que modifié par l'article 31 du décret du 17 octobre 2013 modifiant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale, au paragraphe 3, 5^o, les mots « aux articles 25, § 1^{er}, 3^o, § 2, 1^o, 26, § 1^{er}, 1^o, 27, 1^o, 30, § 2, 1^o » sont remplacés par les mots « aux articles 26, § 1^{er}, 1^o, 28^{bis}, § 1^{er}, 1^o, et 30, § 1^{er}, 1^o, et § 2, 1^o ».

Section 7. — Modification du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au Certificat d'Etudes de Base au terme de l'enseignement primaire

Art. 40. Dans l'article 29 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Pour chacun des élèves à qui le Certificat d'Etudes de Base n'a pas été octroyé, le Jury visé à l'article 28 établit un bilan de compétences portant sur la maîtrise des socles de compétences à 12 ans et indiquant, le cas échéant, les parties de l'épreuve externe commune visée à l'article 19, que l'élève a réussies. Le Gouvernement fixe le modèle du bilan de compétences.

Lorsqu'un de ces élèves est inscrit dans l'enseignement secondaire, le chef d'établissement primaire transmet sans délai à l'école secondaire qui en fait la demande, le bilan de compétences visé à l'alinéa 1^{er} ainsi que, s'il échec, le plan individuel d'apprentissage (PIA) visé à l'article 4, § 1^{er}, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. ».

Art. 41. Dans le même décret, à l'article 36/2, remplacé par le décret du 28 mars 2013, les deux premiers alinéas sont remplacés par un texte rédigé comme suit :

« Sont soumis à des épreuves externes certificatives intervenant dans la délivrance du certificat d'enseignement secondaire du premier degré au terme de la troisième étape du continuum pédagogique :

1^o tous les élèves inscrits en deuxième année commune;

2^o les élèves inscrits, conformément aux dispositions des articles 26, § 2, alinéa 1^{er}, et 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, a, 2^o, alinéa 1^{er}, a, et § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, dans l'année supplémentaire organisée au terme du 1^{er} degré conformément au titre III du même décret du 30 juin 2006.

Ces épreuves externes certificatives sont également accessibles, sur la demande des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale et, après avoir reçu l'avis du conseil de classe, à tout élève inscrit en deuxième et troisième phases de l'enseignement spécialisé de forme 3. ».

Art. 42. Dans le même décret, à l'article 36/9, complété par le décret du 12 juillet 2012 et remplacé par le décret du 28 mars 2013, dans le paragraphe 2, les mots « aux articles 25, § 1^{er}, 3^o; § 2, 1^o; 26, § 1^{er}, 1^o; 27, § 1^{er}, 1^o; 30, § 2, 1^o » sont remplacés par les mots : « aux articles 26, § 1^{er}, 1^o, 28^{bis}, § 1^{er}, 1^o, et 30, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, et § 2, 1^o ».

Section 8. — Modification du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques

Art. 43. Dans l'article 6 du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, modifié par le décret du 30 avril 2009 et complété par le décret du 18 mai 2012, au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans le point 1^o, les mots « aux profils de formations » sont remplacés par les mots « aux profils de certification ou, à défaut, aux profils de formation définis conformément à l'article 6 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire »;

2^o il est inséré un point 19^o rédigé comme suit :

« 19^o d'établir tous les trois ans un rapport sur la mise en œuvre et l'efficacité, dans les établissements présentant un écart significatif en-dessous de la moyenne des établissements comparés visés à l'article 3, point 16, 2^o, du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, des actions prioritaires arrêtées dans le projet d'établissement en vue d'améliorer leurs performances, conformément à l'article 67 /2 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. ».

TITRE III. — *Disposition finale*

Art. 44. Le présent décret entre en vigueur, année par année, le 1^{er} septembre 2014.

Toutefois, par dérogation à l'alinéa précédent, les pouvoirs organisateurs peuvent maintenir le régime qui était en vigueur au 31 août 2014 et ce, pendant les années scolaires 2014 -2015 (en 1C, 2C, 1S, 2S, 1D, 2D, 2DS), 2015 -2016 (en 1S, 2C, 2S, 2D, 2 DS), en 2016 -2017 (en 2S, 2DS). En ce cas, ils en informent les Services du Gouvernement selon les modalités que ceux-ci définissent.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des Chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 640-1. — Avis du Conseil d'Etat, n° 640-2.

Compte-rendu intégral. — Rapport oral, discussion et adoption. Séance du 10 avril 2014.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29380]

11 APRIL 2014. — Decreet houdende wijziging inzonderheid van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Wijziging van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs

Artikel 1. In artikel 2 van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, aangevuld bij de decreten van 7 december 2007 en 17 oktober 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij punt 1°, worden de tweede en derde streepjes opgeheven;

2° punt 2° wordt aangevuld met een tekst luidend als volgt :

“, onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs”.

Art. 2. In artikel *6bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 7 december 2007 en gewijzigd bij de decreten van 12 december 2008 en 12 juli 2012, wordt punt 5° opgeheven.

Art. 3. In artikel 7 van hetzelfde decreet, aangevuld bij de decreten van 19 juli 2007 en 17 oktober 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij paragraaf 1, tweede streepje, worden de woorden “tegen 4 wekelijkse lestijden” vervangen door de woorden “tegen 2 tot 4 wekelijkse lestijden”;

2° paragraaf 1 wordt met twee nieuwe leden aangevuld, luidend als volgt :

“Onverminderd de bepalingen van artikel 20, § 1 en § 4, van het decreet van 29 juli 1992 tot organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, zelfs ingeval de wekelijkse uurregeling van de leerlingen uit de 28 lestijden gemeenschappelijke opleiding en 2 of 3 lestijden aanvullende activiteiten bestaat, blijft het totaal aantal lestijden-leraar toekenbaar voor de eerste graad bestemd voor pedagogische activiteiten georganiseerd op de eerste graad in aanwezigheid van leerlingen.

Daarbij, kunnen één of twee bijkomende lestijden remediëring ingericht worden naast het uurrooster bedoeld bij het eerste lid.”;

3° paragraaf 2 wordt door een tekst vervangen, luidend als volgt :

“§ 2. Onverminderd het globale evenwicht van de opleiding over de cyclus voortkomend uit § 1 alsook de inachtneming van de doelstellingen bepaald in de artikelen 6 en 16, § 1, van het “takendecreet”, in het kader van haar collectief actieprogramma (PAC – plan d'actions collectives) bedoeld bij artikel 67/1 van het “takendecreet”, kan iedere inrichting de organisatie van de leeractiviteiten aanpassen om voor de verwezenlijking van interdisciplinaire of culturele projecten te zorgen, alsook de organisatie van activiteiten van remediëring of systemen voor specifieke steunverlening.

Met het oog op de opbouw van hun oriëntatieproject, biedt elke inrichting aan de leerlingen van de eerste graad, activiteiten tot rijpwording van hun persoonlijke keuzen, in medewerking met het team van het PMS-centrum. Deze activiteiten worden ingericht overeenkomstig artikel 23 van het "takendecreet". Elke inrichting zorgt voor de organisatie van deze activiteiten gedurende minstens het equivalent van drie dagen over de graad.;"

4° paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 4. In hetzelfde decreet wordt een artikel *7bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel *7bis*. § 1. Het geïndividualiseerd leerplan (PIA – plan individualisé d'apprentissage) steunt op een instrument in medewerking opgebouwd door het opvoedend team en het directieteam met als doel de inachtneming, enerzijds, van de bijzondere leermoeilijkheden en, anderzijds, van de specifieke behoeften van de leerlingen die uit het gespecialiseerd onderwijs voortkomen of die een inschakelingproces ondergaan in het kader van het systeem bedoeld bij afkomstig zijn X van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Het geïndividualiseerd leerplan wordt door de Klassenraad opgesteld ten behoeve van een leerling die moeilijkheden ondervindt, die vertraging oploopt in zijn leeractiviteiten in verband met de verwachte competenties op het einde van de derde stap van het pedagogische continuüm en/of, in voorkomend geval, op het einde van de tweede stap, overeenkomstig artikel 16, § 1, van het "takendecreet", inzonderheid in de vakken bedoeld bij artikel 8, 1° tot 3°. Het wordt aangepast in functie van de op- en aanmerkingen van de Klassenraad.

Het geïndividualiseerd leerplan moet de leerlingen toelaten :

- hun vastgestelde leemten te verhelpen;
- zich doeltreffendere leerstrategieën eigen te maken.

De Klassenraad belast met het opmaken van een geïndividualiseerd leerplan kan leden van de Klassenraad van de oorspronkelijke klasse van de leerling bij zijn activiteiten betrekken.

Het geïndividualiseerd leerplan vermeldt bijzondere doelstellingen gedurende een periode bepaald door de Klassenraad. Deze periode wordt meegedeeld in het geïndividualiseerd leerplan. Het zorgt voor specifieke remediëringacties, acties om de leerling opnieuw op niveau te brengen, of acties tot structurering van leerresultaten, tot opbouw van een schoolproject. Het vermeldt verder de nadere regels voor de organisatie, en de nadere regels om ze te bereiken, overeenkomstig paragraaf 5.

Ter informatie, stellen de Diensten van de Regering een repertorium van praktijken inzake geïndividualiseerd leerplan en instrumenten voor het beheer van de geïndividualiseerde leerplannen ter beschikking van de opvoedende teams alsook van de Dienst en Cellen voor pedagogische raadgeving en steun bedoeld bij het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs.

§ 2. De toekenning van een geïndividualiseerd leerplan aan een leerling steunt op de vaststelling van bijzondere leermoeilijkheden of behoeften die bewezen worden op basis van ofwel :

- 1° de op- en aanmerkingen van de Klassenraad;
- 2° een competentieverslag of een geïndividualiseerd leerplan uitgereikt door de Klassenraad van het vorige jaar;
- 3° een advies uitgebracht door een PMS-centrum of een dienst voor gezondheids promotie op school;
- 4° informatie overgezonden door de oorspronkelijke school voor lager onderwijs van de leerling, met toepassing van artikel 29, § 4, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift basisstudies na het lager onderwijs of van artikel 28, eerste lid, van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;
- 5° een diagnose opgesteld door een medische dienst of een psycho-medische gespecialiseerde, ziekenhuisverpleegkundige of niet-ziekenhuisverpleegkundige dienst.

§ 3. Vóór 15 oktober van het betrokken schooljaar, draagt de Klassenraad een geïndividualiseerd leerplan voor ten behoeve van :

- 1° de leerlingen ingeschreven voor een eerste gemeenschappelijk jaar na een eerste gedifferentieerd schooljaar op het einde waarvan ze het getuigschrift basisstudies (CEB - Certificat d'Etudes de Base) hebben behaald;
- 2° de leerlingen ingeschreven voor het tweede gemeenschappelijke studiejaar voor wie de Klassenraad, overeenkomstig artikel 23, vermeld heeft dat ze een geïndividualiseerd leerplan voorgesteld zou worden;
- 3° de leerlingen ingeschreven voor het eerste gedifferentieerde jaar of het tweede gedifferentieerde jaar die, zonder houder te zijn van het getuigschrift basisstudies, voor sommige delen van de gemeenschappelijke externe proef bedoeld bij artikel 19 van het voormelde decreet van 2 juni 2006 geslaagd zijn;
- 4° de leerlingen afkomstig uit het gespecialiseerd onderwijs van type 8;
- 5° de leerlingen die aan gediagnosticeerde leerstoornissen lijden die bewezen worden door een medisch attest of een multidisciplinair attest, ingediend door de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent;
- 6° de leerlingen die het voorwerp uitmaken van een project van inschakeling in het gewoon onderwijs, in het kader van het systeem bedoeld bij hoofdstuk X van het voornoemde decreet van 3 maart 2004;
- 7° de leerlingen ingeschreven voor het bijkomend jaar ingericht op het einde van de eerste graad, overeenkomstig artikel 15;
- 8° de leerlingen ingeschreven voor een derde differentiatie- en oriëntatiejaar bedoeld bij titel V.

De Klassenraad kan een geïndividualiseerd leerplan opstellen voor elke andere leerling voor wie de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent een aanvraag daartoe hebben ingediend of voor wie een lid van het team van het psycho-medisch-sociaal centrum het aanbeveelt.

De Klassenraad vergadert minstens drie keer om het schooljaar om de toestand van de leerlingen te onderzoeken voor wie hij van mening is dat ze bijzondere leermoeilijkheden ondervinden, of specifieke behoeften, en inzonderheid, deze van de leerlingen aan wie een geïndividualiseerd leerplan werd toegekend : op het begin van het schooljaar, inzonderheid voor de leerlingen bedoeld bij het eerste lid, vóór 15 januari en op het begin van het derde kwartaal.

Op elk ogenblik van het schooljaar en, in elk geval, op iedere gelegenheid bedoeld bij het vorige lid, kan de Klassenraad een geïndividualiseerd leerplan goedkeuren, wijzigen of schorsen mits inachtneming van de bepalingen van paragraaf 4.

§ 4. De ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, worden in overleg geraadpleegd over elk voorstel betreffende de instelling, het bijstellen of de schorsing van een geïndividualiseerd leerplan. De leerling, zijn ouders of de persoon die met het ouderlijk gezag bekleed wordt, worden ertoe uitgenodigd, in de mate van hun mogelijkheden, aan de opstelfase van het geïndividualiseerd leerplan deel te nemen.

Indien de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent niet binnen de 15 kalenderdagen reageren vanaf de mededeling van het voorstel, stelt de Klassenraad het geïndividualiseerd leerplan in, stelt het bij of schorst het.

§ 5. Het wekelijkse uurrooster van de leerlingen die een geïndividualiseerd leerplan genieten, kan aangepast worden om aan bijzondere leermoeilijkheden of specifieke behoeften te beantwoorden. Naast de twee lestijden godsdienst of zedenleer bedoeld bij artikel 8 van de voornoemde wet van 29 mei 1959, bevat het van 28 tot 30 lestijden waaronder minstens 2 lestijden besteed aan de lichamelijke opvoeding.

Daarenboven, kunnen één of twee bijkomende remediëringstijden hem opgelegd worden naast het uurrooster bedoeld bij het vorige lid.

§ 6. De leden van het opvoedend team en van het team van het psycho-medisch-sociaal centrum implementeren het systeem zoals beschreven in het geïndividualiseerd leerplan.

De actieve medewerking van de ouders en het team van het psycho-medisch-sociaal centrum voor de verwezenlijking van het geïndividualiseerd leerplan wordt door het opvoedend team nagestreefd.

Aan iedere leerling die een geïndividualiseerd leerplan geniet, wordt een referentiepersoon toegewezen, onder de leden van de Klassenraad, persoon die belast wordt met de individuele en/of collectieve begeleiding van de leerlingen die een geïndividualiseerd leerplan genieten.

Wanneer deze referentiepersoon lestijden-leraar toegewezen krijgt om zich van haar opdracht te kwijten, worden deze lestijden niet meegeteld in de 3 % bedoeld bij artikel 20, § 4, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan.

De Klassenraad heeft als opdracht voor de evaluatie van de vooruitgang en de resultaten van de leerlingen die een geïndividualiseerd leerplan genieten, te zorgen, en, desgevallend, met inachtneming van de bepalingen van paragraaf 4, aan het geïndividualiseerd leerplan de nodige aanpassingen te brengen.

§ 7. Het inrichtingshoofd houdt alle documenten in verband met het implementeren van het geïndividualiseerd leerplan ter beschikking van de Inspectiedienst. De leden van de Inspectiedienst kunnen deze documenten ter plaatste raadplegen.

§ 8. Het geïndividualiseerd leerplan maakt deel uit van het schooldossier van de leerling.”.

Art. 5. In artikel 8 van hetzelfde decreet, aangevuld bij het decreet van 17 oktober 2013, worden de woorden “de twee wekelijkse lestijden zedenleer of godsdienst bedoeld bij artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving” vervangen door de woorden “de twee wekelijkse lestijden zedenleer of godsdienst bedoeld bij artikel 8 van de voornoemde wet van 29 mei 1959”.

Art. 6. Artikel 10 van hetzelfde decreet, aangevuld en gewijzigd bij het decreet van 12 juli 2012, wordt vervangen door een tekst, luidend als volgt :

“Artikel 10. § 1. Het doel van de aanvullende activiteiten is :

- 1° de competenties van de gemeenschappelijke opleiding door gediversifieerde aanpakken te ontwikkelen;
- 2° de verscheidenheid van de vaardigheden van de leerlingen te identificeren en te behartigen met als doel het vergemakkelijken van de persoonlijke en sociale ontwikkeling alsook het bevorderen van hun motivatie;
- 3° het toelaten, enerzijds, voor de leerling zich beter te kennen en, anderzijds, voor de leden van het onderwijzend personeel zijn vaardigheden te identificeren en te ondersteunen in het kader van de begeleiding van zijn vordering inzake schooloriëntatie.

Deze doelstellingen zijn eerst en vooral deze van de gemeenschappelijke opleiding; de aanvullende activiteiten dragen bij tot hun verwezenlijking volgens andere nadere regels of ritmes.

Net zoals de cursussen van de gemeenschappelijke opleiding, verschaffen de aanvullende activiteiten de mogelijkheid om specifieke pedagogische strategieën en, inzonderheid, activiteiten voor te stellen inzake :

- a) het beheer van de werktuilen in leertoestanden;
- b) specifieke remediëring in verband met leermoeilijkheden of – stoornissen (orthopedagogie, logopedie,...);
- c) geestesbeheer in leertoestanden;
- d) opbouw van een persoonlijk project voor positieve oriëntatie met het oog op het voorkomen van de risico's op het gebied van het afwezig-zijn, het afhaken van school en het schoolverlaten.

§ 2. De aanvullende activiteiten worden georganiseerd volgens de volgende nadere regels :

1° ze betekenen in geen enkel geval een voororiëntatie van de leerling of een vereiste voorkennis voor de toelating tot een studieoriëntatie van de tweede graad van het secundair onderwijs;

2° ze behoren noodzakelijkerwijs tot één van de volgende zeven domeinen, met eventueel meerdere sferen :

a) Domein Frans : De aanvullende activiteiten daaromtrent kunnen inzonderheid in de volgende activiteitensferen georganiseerd worden : initiatie tot het Latijn met inbegrip van eventueel de initiatie tot antiek cultuur, theater en toneelexpressie, activiteiten van poëtische expressie, schrijf- of leesateliers. De activiteiten in dit domein bevatten maximum vier wekelijkse lestijden.

b) Domein Moderne taal : Een moderne taal. De aanvullende activiteiten daaromtrent (voor dezelfde taal als deze gekozen in de gemeenschappelijke vorming) kunnen inzonderheid in de volgende activiteitensferen georganiseerd worden : ateliers conversatie of toneelexpressie, initiatie tot de culturele elementen die specifiek zijn voor de landen, gewesten of gemeenschappen waar de gestudeerde taal de inheemse taal is. Elke sfeer in dit domein neemt maximum twee wekelijkse lestijden in beslag.

c) Domein Wetenschappen en wiskunde : De aanvullende activiteiten betreffende dit domein kunnen, inzonderheid in de volgende activiteitensferen georganiseerd worden : wiskundige activiteiten, technisch-wetenschappelijke activiteiten, logische activiteiten, informatica. Elke sfeer in dit domein neemt maximum twee wekelijkse lestijden in beslag.

d) Domein Menswetenschappen : De aanvullende activiteiten betreffende dit domein kunnen, inzonderheid in de volgende activiteitsferen georganiseerd worden : initiatie tot het economische en/of sociale leven, initiatie tot de beginsels van het burgerschap, opvoeding tot de eerbied voor het milieu. Elke sfeer in dit domein neemt maximum twee wekelijkse lestijden in beslag.

e) Domein Kunstactiviteiten : De aanvullende activiteiten in dit domein hebben tot doel het ontwikkelen van de vaardigheden verworven in de lessen voor de opvoeding tot kunst en bevatten maximum twee wekelijkse lestijden.

f) Domein Technische activiteiten : De aanvullende activiteiten in dit domein hebben tot doel het ontwikkelen van de vaardigheden verworven in de lessen voor de opvoeding door technologie; ze bevatten maximum twee wekelijkse lestijden.

g) Domein Lichamelijke activiteiten : De aanvullende activiteiten in dit domein hebben tot doel het ontwikkelen van de vaardigheden verworven in de lessen voor lichamelijke opvoeding, inzonderheid door de initiatie tot het beoefenen van andere sportactiviteiten, de opvoeding tot medewerking en burgerschap door het sportspel. De activiteiten in dit domein bestrijken maximum twee wekelijkse lestijden.

De inrichtingen die, tijdens het schooljaar 2013-2014, de aanvullende activiteiten organiseren bedoeld bij de punten e) en f) van dit decreet bovenop de twee wekelijkse lestijden worden ertoe gemachtigd ze gedurende drie schooljaren te organiseren. Op het einde van deze periode en op basis van de evaluatie bedoeld bij het volgende lid, zal de Regering aan dezelfde inrichtingen de vergunning geven deze organisatie voort te zetten, voor een duur die ze bepaalt.

Op het einde van het schooljaar 2016-2017, zal de Sturingscommissie tot de kwalitatieve evaluatie overgaan van de organisatie van de aanvullende activiteiten zoals beschreven bij § 2, 2°, van dit artikel, met, inzonderheid, inachtneming van de verslagen van de Algemene inspectiedienst meer specifiek over de systemen tot steun en remediering geïntegreerd in de aanvullende activiteiten ten bate van de leerlingen die moeilijkheden ondervinden tijdens de eerste gemeenschappelijke graad. Deze evaluatie zal tevens betrekking hebben op de inslag van de aanvullende activiteiten op het niveau van het werkelijke traject van de leerlingen. Op basis van de analyse van deze gegevens, zal de Sturingscommissie, indien ze het opportuun acht, aanbevelingen aan de Regering toezenden betreffende de organisatie van deze aanvullende activiteiten;

3° wanneer een onderwijsinrichting een uurregeling voordraagt met drie of vier lestijden van eenzelfde domein aanvullende activiteiten, moet ze ook minstens een uurregeling voordragen die activiteiten bevat die onder twee of drie domeinen bedoeld bij 2° ressorteren.

4° met als doel aanvullende activiteiten onder de beste voorwaarden te organiseren, kan de onderwijsinrichting overeenkomsten sluiten met één of meer andere onderwijsinrichtingen.

§ 3. De aanvullende activiteiten kunnen geheel of gedeeltelijk vervangen worden door :

1° lestijden kunstonderwijs bedoeld bij artikel 1, § 3, 1°, van het voornoemde koninklijk besluit van 29 juni 1984;

2° lestijden training bedoeld bij artikel 1, § 3, 2°, van het voornoemde koninklijk besluit van 29 juni 1984;

3° een specifiek programma opgesteld in het kader van het geïndividualiseerd leerplan bedoeld bij artikel 7bis."

Art. 7. In artikel 12, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 7 december 2007, worden de woorden "De organisatie van aanvullende activiteiten en van de gedifferentieerde eerste graad wordt onderworpen" vervangen door de woorden "De organisatie van de aanvullende activiteiten en hun volume alsook de organisatie van de gedifferentieerde eerste graad worden onderworpen".

Art. 8. In titel III van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 7 december 2007, worden de woorden "Organisatie van een aanvullend jaar in de eerste graad van het secundair onderwijs" vervangen door de woorden "Organisatie van een bijkomend jaar op het einde van de eerste graad van het secundair onderwijs".

Art. 9. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt door een tekst, luidend als volgt, vervangen :

"Artikel 13. § 1. Er wordt een bijkomend jaar, genoemd 2B, ingericht :

1° ten gunste van de leerlingen die, op het einde van het gemeenschappelijke tweede jaar, zo grote moeilijkheden ondervinden dat een bijkomend jaar in de eerste graad onontbeerlijk blijkt om ze toe te laten de competentiesokkels te beheersen bedoeld op het einde van de derde stap van het pedagogische continuüm, overeenkomstig artikel 16, § 1, van het "takendecreet";

2° ten gunste van de leerlingen die al dan niet houder zijn van het getuigschrift basisstudies en die, op het einde van het gedifferentieerde tweede jaar, dergelijke moeilijkheden ondervinden dat een bijkomend jaar in de eerste graad onontbeerlijk blijkt om ze toe te laten de competentiesokkels te beheersen bedoeld op het einde van de tweede en/of derde stap van het pedagogische continuüm, overeenkomstig artikel 16, § 1, van het "takendecreet".

§ 2. De schoolinrichting die een leerling naar het bijkomend jaar doorverwijst bedoeld bij paragraaf 1 wordt ertoe gehouden dit jaar in haar midden in te richten.

§ 3. Dit bijkomend jaar kan in geen geval een opnieuw volgen van het vorige jaar zijn."

Art. 10. Artikel 14 van hetzelfde decreet, aangevuld bij het decreet van 12 december 2008, gewijzigd bij het decreet van 12 juli 2012, wordt door een tekst vervangen, luidend als volgt :

"Artikel 14. § 1. Elke leerling die naar het bijkomend jaar bedoeld bij artikel 13 doorverwezen wordt, geniet een geïndividualiseerd leerplan opgesteld overeenkomstig artikel 7bis.

§ 2. Het geïndividualiseerd leerplan wordt besloten, gevolgd en aangepast met inachtneming van de voorwaarden bepaald bij artikel 7bis.

Het wordt door het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde, vóór 15 oktober van het betrokken schooljaar, aan de leerling voorgesteld alsook aan zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent. Het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde kunnen vergezeld worden van een ander lid van het pedagogische team of een lid van het betrokken PMS-centrum.

§ 3. Het geïndividualiseerd leerplan bedoeld bij paragraaf 1 bepaalt de uurregeling van de leerling; deze kan geïndividualiseerd worden in functie van zijn bijzondere leerproblemen of specifieke behoeften. Ze moet de leerling toelaten zijn leermomenten in verband met de beoogde competenties op het einde van de tweede en/of derde stap van het pedagogische continuüm te verhelpen, overeenkomstig artikel 16, § 1, van het "takendecreet" en het decreet van 19 juli 2001. Ze moet ook de ontwikkeling bevorderen door de leerling van de competenties die voor hem geen moeilijkheden inhouden en het opmaken van een project voor positieve schooloriëntatie.

De uurregeling van het bijkomend jaar bedoeld bij artikel 13 omvat, naast de twee lestijden godsdienst of zedenleer bedoeld bij artikel 8 van de voornoemde wet van 29 mei 1959, van 28 tot dertig lestijden waarvan minstens twee aan de lichamelijke opvoeding besteed worden.

De uurregeling van de leerlingen kan de deelneming aan lessen ingericht ten gunste van de leerlingen van het gemeenschappelijke tweede jaar, van het gedifferentieerde tweede jaar of van het derde jaar bevatten.”.

Art. 11. Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt door een tekst vervangen, luidend als volgt :

“Artikel 15. Het bijkomend jaar ingericht op het einde van de eerste graad is toegankelijk voor :

1° iedere regelmatige leerling in de zin van artikel 2, 9°, van het voornoemde koninklijk besluit van 29 juni 1984 die het gemeenschappelijke tweede jaar heeft gevolgd en voor wie een van de beslissingen bedoeld bij artikel 26, § 2, eerste lid, werd genomen;

2° iedere regelmatige leerling in de zin van artikel 2, 9°, van het voornoemde koninklijk besluit van 29 juni 1984 die het gedifferentieerde tweede jaar heeft gevolgd en voor wie één van de beslissingen bedoeld bij artikel 28, § 1, eerste lid, 1°, b, 2°, eerste lid, b), en § 2, tweede lid, 1°, werd genomen.”.

Art. 12. In artikel 16 van hetzelfde decreet,

1° wordt paragraaf 1 met een nieuw lid, luidend als volgt, aangevuld;

“De inrichting die de leerlingen in de gedifferentieerde eerste graad opneemt, eist van hun oorspronkelijke school voor lager onderwijs :

1° een afschrift van het competentieverslag over de beheersing van de competentiesokkels op 12 jarige leeftijd bedoeld bij artikel 29, § 4, van het voormelde decreet en bij artikel 28/1 van het voornoemde decreet van 3 maart 2004;

2° een afschrift van het geïndividualiseerd leerplan, wanneer de leerling uit het gespecialiseerd lager onderwijs voortkomt.”;

2° worden bij paragraaf 3 de woorden “In afwijking van § 2, tweede lid, kunnen de inrichtingen die, op 1 oktober 2007, de gemeenschappelijke eerste graad niet organiseren en die ofwel een eerste jaar B of een tweede beroepsjaar, ofwel een eerste jaar B en een tweede beroepsjaar organiseren” vervangen door de woorden “De inrichtingen die geen gemeenschappelijke eerste graad organiseren en die sedert 1 september 2008 ofwel een gedifferentieerd eerste jaar of een gedifferentieerd tweede jaar ofwel twee jaren van de gedifferentieerde eerste graad inrichten moeten”;

3° worden bij paragraaf 4 de woorden “in het derde lid” vervangen door de woorden “in de derde paragraaf”.

Art. 13. In artikel 17, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “zedenleer of godsdienst” worden vervangen door de woorden “godsdienst of zedenleer”;

2° punt 6° wordt vervangen door een tekst, luidend als volgt :

“6° opvoeding door technologie, naar verhouding van twee tot negen lestijden per week, voor zover hoogstens drie wekelijkse lestijden besteed worden aan elk van de volgende activiteitssferen : de initiatie tot informatica, de technische tekening, de agronomie, de metaalbewerking, de houtbewerking, de initiatie tot elektriciteit, de bouwkunst of de diensten.”.

3° het artikel wordt met een nieuw lid aangevuld, luidend als volgt :

“De uurregeling van de leerlingen van het gedifferentieerde tweede jaar die voor sommige delen geslaagd zijn van de gemeenschappelijke externe proef bedoeld bij artikel 18 kan lessen bevatten van 1A, 2A of 2B.”.

Art. 14. In artikel 18, § 1, bij het eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “met inbegrip van de leerlingen bedoeld bij de bepaling voorgeschreven in artikel 28 § 3, 1°,” geschrapt.

Art. 15. In artikel 19 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, worden de woorden “In het derde differentiatie- en oriëntatiejaar, worden de bijzondere behoeften van de leerling en de moeilijkheden die hij ondervindt in aanmerking genomen” vervangen door de woorden “In het 3B-GO, worden de moeilijkheden die de leerling ondervindt en de bijzondere behoeften van de leerling in aanmerking genomen”;

2° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 16. Artikel 20 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 12 juli 2012, wordt door een tekst vervangen, luidend als volgt :

“Artikel 20. Het 3B-GO is toegankelijk voor iedere regelmatige leerling in de zin van artikel 2, 9° van het voormelde koninklijk besluit van 29 juni 1984 die :

1° ofwel het gemeenschappelijke tweede jaar heeft gevolgd, en ten aanzien van wie de beslissing bedoeld in artikel 26, § 2, tweede lid, 2°, wordt genomen;

2° ofwel het gedifferentieerd tweede jaar heeft gevolgd, en ten aanzien van wie de beslissing bedoeld in artikel 26, § 1, eerste lid, 2°, d, of § 2, eerste lid, 2°, wordt genomen;

3° ofwel het bijkomend jaar georganiseerd op het einde van de eerste graad en ten aanzien van wie de beslissing bedoeld in artikel 28, § 2, eerste lid, 2°, wordt genomen, heeft gevolgd.”.

Art. 17. Artikel 21 van hetzelfde decreet wordt door een tekst vervangen, luidend als volgt :

“Artikel 21. § 1. Voor iedere regelmatige leerling in de zin van artikel 2, 9°, van het voornoemde koninklijk besluit van 29 juni 1984, die naar het 3B-GO wordt georiënteerd, maakt de Klassenraad het verslag bedoeld in artikel 22 op.

§ 2. Op basis van het verslag bedoeld bij paragraaf 1 en met inachtneming van artikel 7bis, § 4, stelt de Klassenraad van het 3B-GO aan iedere leerling die voor het 3B-GO ingeschreven is, het geïndividualiseerd leerplan voor bedoeld bij artikel 7bis.

§ 3. Het geïndividualiseerd leerplan wordt besloten, gevolgd en aangepast onder de voorwaarden bepaald in artikel 7bis.

Dat individueel leerplan wordt, vóór 15 oktober van het betrokken schooljaar, aan de leerling alsook aan zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, voorgesteld door het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde, eventueel begeleid door een ander lid van het pedagogisch team of een lid van het betrokken psycho-medisch-sociaal centrum.

§ 4. Het geïndividualiseerd leerplan bedoeld bij paragraaf 1 bepaalt de uurregeling van de betrokken leerling; deze kan geïndividualiseerd worden in functie van zijn bijzondere leerproblemen of specifieke behoeften.

In afwijking van artikel 7bis, § 5, eerste lid, naast de twee wekelijkse lestijden godsdienst of zedenleer bedoeld in artikel 8 van de voormelde wet van 29 mei 1959, bedraagt de wekelijkse uurregeling van het 3B-GO tweeeëndertig lestijden die betrekking hebben op :

1° Frans alsook de vorming geschiedenis en aardrijkskunde, naar rata van negen tot veertien lestijden, waaronder twee of drie die besteed zijn aan de vorming geschiedenis en aardrijkskunde;

2° de vorming wiskunde alsook de eerste wetenschappelijke vorming, met zes tot elf lestijden per week waarvan twee of drie besteed aan de eerste wetenschappelijke vorming;

3° het leren van een moderne taal I, naar rata van twee tot vier lestijden per week;

4° de lichamelijke opvoeding, naar rata van twee of drie lestijden per week;

5° de kunstopvoeding, naar rata van één tot vijf lestijden per week;

6° een geïntegreerde vormingsmodule, naar rata van ten minste zes lestijden per week, die tot doel hebben de leerling concreet vertrouwd te maken met de beroepsfeer, de vakken, de vormen, de diploma's die ertoe leiden, en met hem een levensproject uit te werken in verband met een oriëntatie zowel in het doorstromingsonderwijs als in het kwalificatieonderwijs.

Hoogstens twee derde van de lestijden besteed aan die module kan besteed worden aan de deelneming aan technische cursussen of cursussen beroepspraktijk in gegroepeerde opties die onder één of meer sectoren ressorteren ingericht in het derde jaar. De inrichtingen kunnen overeenkomsten met één of meer andere inrichtingen sluiten om voor die activiteiten in de beste omstandigheden te zorgen.

De uurregeling van de leerlingen kan ook gedeeltelijk de deelneming aan lessen ingericht ten gunste van de leerlingen van het 2B bevatten.

Het 3B-GO kan in geen geval een herhaling door blijven zitten van het vorige jaar zijn.

§ 5. De directie van de schoolinrichting stelt alle documenten in verband met de toepassing van de bepalingen van dit artikel ter beschikking van de inspectiedienst. De leden van de inspectiedienst kunnen die ter plaatse raadplegen."

Art. 18. In artikel 22, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "artikel 16, § 2" telkens vervangen door de woorden "artikel 16, § 1".

Art. 19. Artikel 23 van hetzelfde decreet wordt door een tekst vervangen, luidend als volgt :

"Artikel 23. Op het einde van het gemeenschappelijke eerste jaar, op basis van het verslag bedoeld bij artikel 22, verwijst de Klassenraad de leerling naar het gemeenschappelijke tweede jaar (2G), desgevallend met vermelding van het feit dat de Klassenraad van het 2A een geïndividualiseerd leerplan zal voorstellen, zoals bedoeld bij artikel 7bis."

Art. 20. Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt door de volgende tekst vervangen :

"Artikel 24. Op het einde van het gedifferentieerde eerste jaar, op grond van het in artikel 22 bepaalde verslag, oriënteert de Klassenraad de leerling :

1° ofwel naar het gemeenschappelijke eerste jaar (1Gem), op voorwaarde dat hij houder is van het getuigschrift van basisstudies; in dat geval vermeldt hij dat de Klassenraad van 1G een geïndividualiseerd leerplan zal voorstellen, zoals bedoeld bij artikel 7bis;

2° ofwel naar het gedifferentieerde tweede jaar overeenkomstig titel IV, als hij geen houder is van het getuigschrift van basisstudies; in dat geval vermeldt hij dat de Klassenraad van 2Ged een geïndividualiseerd leerplan zal voorstellen, zoals bedoeld bij artikel 7bis, met het oog op het voorzetten door de leerling van zijn voorbereiding voor het getuigschrift basisstudies door het ontwikkelen van de competenties die hij nog niet verworven heeft onder deze die door de competentiesokkels bedoeld op het einde van de tweede stap bepaald werden en, in voorkomend geval, op het verwerven van sommige van de competenties bedoeld op het einde van de derde stap van het pedagogische continuüm overeenkomstig artikel 16, § 1, van het decreet van 24 juli 1997."

Art. 21. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 22. In artikel 26 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij paragraaf 1, 2°, worden, in de Franse tekst, de woorden "réussite de l'élève" vervangen door de woorden "réussite par l'élève";

2° paragraaf 2 wordt door een tekst vervangen, luidend als volgt :

"§ 2. Voor de leerling bedoeld in § 1, 2° die de drie studiejaar van de eerste graad overeenkomstig artikel 6ter niet ten volle heeft benut, oriënteert de Klassenraad hem naar het bijkomend jaar georganiseerd op het einde van de eerste graad (2B) overeenkomstig titel III; in dat geval zal hij vermelden dat de Klassenraad van 2B een geïndividualiseerd leerplan zal voorstellen, zoals bedoeld bij artikel 7bis.

Voor de leerling bedoeld in § 1, 2°, die de drie studiejaar van de eerste graad overeenkomstig artikel 6ter niet ten volle heeft benut, bepaalt de Klassenraad de vormen en afdelingen die hij in het derde jaar van het secundair onderwijs met volledig leerplan of van het alternerend secundair onderwijs kan volgen en brengt de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent daar op de hoogte van, en kiest één van de volgende oriëntaties :

1 ofwel één van de derde jaren van het secundair onderwijs, overeenstemmend met de vormen en afdelingen bepaald door de Klassenraad.

2 ofwel het derde differentiatie- en oriëntatiejaar bedoeld in titel V; in dat geval zal hij vermelden dat de Klassenraad van 2B een geïndividualiseerd leerplan zal voorstellen, zoals bedoeld bij artikel 7bis;

3 ofwel, indien hij aan de toelatingsvoorwaarden voldoet, het alternerend onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 2°, van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs.

Nochtans, behouden de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent de mogelijkheid om één van de twee oriëntaties bedoeld bij het vorige lid te kiezen die niet voor de leerling door de Klassenraad werd aanbevolen. Wanneer ze de keuze bedoeld bij het tweede lid, 1°, aannemen, deelt de leerling een document mee dat aanvullende raadgevingen voor zijn oriëntatie inhoudt. Die raadgevingen hebben betrekking op de aangeraden en, in voorkomend geval, afgeraden oriëntaties in verband met het verslag bedoeld in artikel 22."

3° bij paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "tweede en derde leden" vervangen door de woorden "tweede lid".

Art. 23. Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 24. Artikel 28 van hetzelfde decreet wordt door de volgende tekst vervangen :

“Artikel 28. - § 1. Op het einde van het gedifferentieerde tweede jaar, op basis van het verslag bedoeld bij artikel 22,

1° voor de leerling die houder is van het getuigschrift basisstudies, die de leeftijd van 16 jaar niet zal bereiken op 31 december van het volgende schooljaar, oriënteert de Klassenraad hem naar :

a) ofwel het bijkomend jaar georganiseerd op het einde van de eerste graad (2B) overeenkomstig titel III; in dat geval zal hij vermelden dat de Klassenraad van 2B een geïndividualiseerd leerplan zal voorstellen, zoals bedoeld bij artikel 7bis;

b) ofwel, indien hij aan de toelatingsvoorwaarden voldoet, het alternerend onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 2°, van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs.

Nochtans, behouden de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent de mogelijkheid om één van de twee oriëntaties bedoeld bij punt 1°, a) en b), te kiezen die niet voor de leerling door de Klassenraad werd aanbevolen.

2° voor de leerling die houder is van het getuigschrift basisstudies en die de leeftijd van 16 jaar zal hebben bereikt op 31 december van het volgende schooljaar, bepaalt de Klassenraad de vormen en afdelingen die hij in het derde jaar van het secundair onderwijs met volledig leerplan of van het alternerend secundair onderwijs kan volgen en brengt de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent daar op de hoogte van, en kiest één van de volgende oriëntaties :

a) ofwel het bijkomend jaar georganiseerd op het einde van de eerste graad (2B) overeenkomstig titel III; in dat geval zal hij vermelden dat de Klassenraad van 2B een geïndividualiseerd leerplan zal voorstellen, zoals bedoeld bij artikel 7bis;

b) ofwel één van de derde jaren van het secundair onderwijs dat overeenstemt met de vormen en afdelingen bepaald door de Klassenraad;

c) ofwel het derde differentiatie- en oriëntatiejaar (3B-GO); in dat geval zal hij vermelden dat de Klassenraad van 2B een geïndividualiseerd leerplan zal voorstellen, zoals bedoeld bij artikel 7bis;

d) ofwel, indien hij aan de toelatingsvoorwaarden voldoet, het alternerend onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 2°, van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs.

Nochtans, behouden de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent de mogelijkheid om één van de twee oriëntaties bedoeld bij punt 2°, eerste lid, te kiezen die niet voor de leerling door de Klassenraad werd aanbevolen. Wanneer ze de keuze bedoeld bij punt 2°, c), aannemen, deelt de Klassenraad aan de leerling een document mee dat aanvullende raadgevingen voor zijn oriëntatie inhoudt. Die raadgevingen hebben betrekking op de aangeraden en, in voorkomend geval, afgeraden oriëntaties in verband met het verslag bedoeld in artikel 22.

Tegen de bepaling door de Klassenraad, krachtens punt 2°, eerste lid, van de vormen en afdelingen die door de leerling gevolgd kunnen worden in het derde jaar van het secundair onderwijs kan een beroep volgens de procedure bedoeld bij de artikelen 95 tot 99 van het “takendecreet” ingediend worden.

§ 2. Op het einde van het gedifferentieerde tweede jaar, voor de leerling die niet houder is van het getuigschrift van basisstudies, oriënteert hem de Klassenraad naar :

a) ofwel het bijkomend jaar georganiseerd op het einde van de eerste graad (2B) overeenkomstig titel III; in dat geval zal hij vermelden dat de Klassenraad van 2B een geïndividualiseerd leerplan zal voorstellen, zoals bedoeld bij artikel 7bis;

b) ofwel het derde differentiatie- en oriëntatiejaar (3B-GO); in dat geval zal hij vermelden dat de Klassenraad van 2B een geïndividualiseerd leerplan zal voorstellen, zoals bedoeld bij artikel 7bis;

c) ofwel, indien hij aan de toelatingsvoorwaarden voldoet, het alternerend onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 2°, van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs.

Nochtans, behouden de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent de mogelijkheid om één van de twee oriëntaties bedoeld het vorige lid te kiezen die niet voor de leerling door de Klassenraad werd aanbevolen.”

Art. 25. In hetzelfde decreet wordt een artikel 28bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 28bis. § 1. Op het einde van het bijkomend jaar (2B) ingericht op het einde van de eerste graad overeenkomstig titel III, op basis van het verslag bedoeld bij artikel 22 :

a) ofwel bekrachtigt de Klassenraad het slagen van de leerling voor de eerste graad van het secundair onderwijs;

b) ofwel bekrachtigt de Klassenraad dat de leerling niet voor de eerste graad van het secundair onderwijs geslaagd is.

§ 2. Voor de leerling bedoeld in § 1, 2°, bepaalt de Klassenraad de vormen en afdelingen die hij in het derde jaar van het secundair onderwijs met volledig leerplan of van het alternerend secundair onderwijs kan volgen en brengt de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent daar op de hoogte van, en kiest één van de volgende oriëntaties :

1° ofwel één van de derde jaren van het secundair onderwijs, overeenstemmend met de vormen en afdelingen bepaald door de Klassenraad;

2° ofwel het derde differentiatie- en oriëntatiejaar (3B-GO); in dat geval zal hij vermelden dat de Klassenraad van 3B-GO een geïndividualiseerd leerplan zal voorstellen, zoals bedoeld bij artikel 7bis;

3° ofwel, indien hij aan de toelatingsvoorwaarden voldoet, het alternerend onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 2°, van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs.

Nochtans, behouden de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent de mogelijkheid om één van de twee oriëntaties bedoeld bij het vorige lid te kiezen die niet voor de leerling door de Klassenraad werd aanbevolen. Wanneer ze de keuze bedoeld bij het eerste lid, 1°, aannemen, deelt de leerling een document mee dat aanvullende raadgevingen voor zijn oriëntatie inhoudt. Die raadgevingen hebben betrekking op de aangeraden en, in voorkomend geval, afgeraden oriëntaties in verband met het verslag bedoeld in artikel 22.

§ 3. Tegen de beslissing tot niet-slagen genomen door de Klassenraad krachtens § 1, 2°, kan een beroep volgens de procedure bepaald in de artikelen 95 tot 99 van het "takendecreet" worden ingediend.

Tegen de bepaling door de Klassenraad, krachtens punt 2°, eerste lid, van de vormen en afdelingen die door de leerling gevolgd kunnen worden in het derde jaar van het secundair onderwijs kan beroep ingediend worden volgens de procedure bedoeld bij de artikelen 95 tot 99 van het "takendecreet".

Art. 26. In artikel 30 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij paragraaf 1, tweede lid, wordt het woord "begeleidingsraad" vervangen door het woord "Klassenraad";

2° bij paragraaf 2 worden de woorden "artikel 16, § 2" vervangen door de woorden "artikel 16, § 1".

Art. 27. Titel VII (de artikelen 32 tot 34) wordt opgeheven.

TITEL II. — Wijziging van andere decreten

Afdeling 1. — Wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs

Art. 28. In artikel 20 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1989, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993, vervangen bij het besluit van de Regering van 15 juli 1996, aangevuld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 april 1998, gewijzigd bij de decreten van 30 juni 2006, 7 december 2007 en 12 juli 2012, wordt paragraaf 2 vervangen door een tekst, luidend als volgt :

"Op basis van een project opgebouwd in medewerking met het team van het PMS-centrum en met de instemming van de ouders of de wettelijke verantwoordelijken, wordt de overgang van het bijkomend jaar binnen de eerste graad (2B) naar het derde jaar van het beroepssecundair onderwijs tot 15 januari toegelaten voor zover de leerling houder is van een getuigschrift basisstudies."

Art. 29. In artikel 23 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985, het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1993, de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993, 20 juni 1994, 24 april 1995, 2 april 1998, bij de decreten van 30 juni 2006, 7 december 2007 en 12 juli 2012, bij paragraaf 1, wordt, tussen het eerste lid en het tweede lid, dat lid 3 wordt, een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De leerling die niet houder is van het getuigschrift basisstudies en die, op het einde van een derde jaar, een attest van oriëntatie A of een attest van oriëntatie B heeft gekregen, zoals bedoeld bij § 2, wordt geacht houder te zijn van het getuigschrift basisstudies op het einde van het derde jaar."

Afdeling 2. — Wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan

Art. 30. In artikel 7 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, gewijzigd bij de decreten van 27 december 1993, 2 april 1996, 14 juni 2001, 30 juni 2006, 7 december 2007 en 18 mei 2012, in het zesde lid, worden de woorden "aanvullend jaar binnen" vervangen door de woorden "bijkomend jaar binnen".

Art. 31. In artikel 16 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 1994, opgeheven bij het decreet van 30 juni 1998, hersteld bij het decreet van 12 december 2008, gewijzigd bij het decreet van 13 januari 2011, in het tweede lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij punt 2° worden de woorden "in het gedifferentieerde eerste jaar" vervangen door de woorden "in het gedifferentieerde eerste en tweede jaar";

2° punt 3° wordt opgeheven;

3° bij punt 4° worden de woorden "in het eerste aanvullend jaar georganiseerd op het einde van het gemeenschappelijk eerste jaar" vervangen door de woorden "in het eerste bijkomend jaar ingericht op het einde van de eerste graad";

4° punt 5° wordt opgeheven.

Art. 32. In artikel 20 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 21 december 1992, 22 december 1992, 2 april 1996 en 25 juli 1996, aangevuld bij de decreten van 24 juli 1997 en 14 juni 2001, gewijzigd bij de decreten van 12 december 2008, 26 maart 2009, 30 april 2009, 17 december 2009 en 3 mei 2012, aangevuld bij het decreet van 18 mei 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij paragraaf 5,

a) in het eerste lid, worden de woorden "maatschappelijk assistent" vervangen door de woorden "maatschappelijk assistent of logopedist";

b) tussen het eerste lid en het tweede lid, dat lid 3 wordt, wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De betrekking logopedist kan in vier delen van een betrekking gedeeld worden.";

a) bij het tweede lid, dat lid 3 is geworden, worden de woorden "maatschappelijk assistent" vervangen door de woorden "maatschappelijk assistent of logopedist";

b) bij het derde lid, dat lid 4 is geworden,

— wordt het woord "2" vervangen door het woord "3";

— worden de woorden "maatschappelijk assistent" vervangen door de woorden "maatschappelijk assistent of logopedist".

2° er wordt een paragraaf 5/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“5/1. Wanneer bijkomende lestijden naast het totaal aantal lestijden-leraar aan een schoolinrichting toegekend overeenkomstig artikel 37, § 1, van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie, aan de tijdelijke aanwerving van een hulpopvoedend personeelslid besteed wordt overeenkomstig artikel 37, § 2 van hetzelfde decreet, kan de betrekking van dat lid van het hulpopvoedend personeel in vier delen van betrekking gedeeld worden.”.

Afdeling 3. — Wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

Art. 33. In het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, in artikel 15, gewijzigd bij de decreten van 3 maart 2004 en 7 december 2007, wordt het tweede lid vervangen door een tekst, luidend als volgt :

“In het gewoon onderwijs,

1° kan de leerling die zich genooddaakt ziet de tweede stap van het leerplichtonderwijs in vijf jaar eerder dan in vier te volbrengen, het aanvullend jaar volgen dat aangepast is aan zijn vormingsbehoeften in dezelfde inrichting;

2° kan de leerling die zich genooddaakt ziet de eerste graad van het secundair onderwijs in drie jaar eerder dan in twee te volbrengen, het bijkomend jaar volgen dat aangepast is aan zijn vormingsbehoeften in dezelfde inrichting.”.

Art. 34. In hetzelfde decreet van 24 juli 1997, wordt artikel 50, § 4, dat vervangen werd bij het decreet van 12 juli 2012, vervangen door een tekst, luidend als volgt :

“§ 4. De studieprogramma's stellen leertoestanden voor en vermelden verplichte of facultatieve leerinhoud. Ze geven methodologische oriëntaties. De leertoestanden en – inhoud alsook de methodologische oriëntaties moeten toelaten de leervereisten te beheersen bepaald in de kwalificatieprofielen bedoeld bij de artikelen 39, 44, 45 en 47.

In afwijking van het vorige lid, voor de gegroepeerde basisopties of de opleidingen waarvoor de Regering een kwalificatieprofiel heeft bepaald, zijn de programma's niet verplicht leertoestanden en verplichte leerinhoud voor te stellen : de leertoestanden alsook de verplichte leerinhoud bestaan in de leertrajecten bepaald door het kwalificatieprofiel, overeenkomstig artikel 39bis, 6°, a). Deze programma's moeten alleszins methodologische oriëntaties voordragen.

In afwijking van het eerste lid, voor de gegroepeerde basisopties of de opleidingen waarvoor de Regering nog geen kwalificatieprofiel heeft bepaald, verwijzen de programma's naar de opleidingsprofielen overeenkomstig de artikelen 40 en 47, § 2, onverminderd artikel 342 van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.”.

Art. 35. In hetzelfde decreet van 24 juli 1997, worden een artikel 67/1 en een artikel 67/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 67/1. § 1. In het kader van haar inrichtingsproject bepaalt iedere inrichting die een eerste graad van het gewoon secundair onderwijs organiseert een collectief actieprogramma (PAC) dat specifiek is voor de eerste graad, en dat tot doel heeft acties en systemen in te stellen en af te stemmen met de leden van het opvoedend team en van het team van het PMS-centrum, die de leerlingen toelaten de doelstellingen gesteld aan de eerste graad te bereiken.

§ 2. Het collectief actieprogramma

1° identificeert zijn doelstellingen;

2° beschrijft de acties en systemen die ingesteld en geïmplementeerd moeten worden;

3° identificeert de middelen die aangewend kunnen worden om de doelstellingen te bereiken;

4° bepaalt de criteria voor de interne evaluatie van zijn implementering.

§ 3. In de schoolinrichtingen bedoeld bij het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, worden de bepalingen van het collectief actieprogramma afgestemd op het Algemeen Actieproject voor de gedifferentieerde omkadering (PGAED) bedoeld bij artikel 8, § 1, van hetzelfde decreet en, in voorkomend geval, met de prioritaire acties bedoeld bij artikel 67/2.

§ 4. Onder de verantwoordelijkheid van het inrichtingshoofd wordt het project van collectief actieprogramma uitgewerkt door het opvoedend team, in overleg en in partnerschap met het team van het PMS-centrum.

Met inachtneming van artikel 67, derde lid, wordt het project van collectief actieprogramma door de afgevaardigden van de Inrichtende macht aan de Participatieraad overgezonden om in het inrichtingsontwerp geïntegreerd te worden, overeenkomstig artikel 68, tweede lid van het “takendecreet”. Overeenkomstig artikel 69, § 1, van hetzelfde decreet, wordt het aan een debat onderworpen bij de Participatieraad, die zijn advies uitbrengt overeenkomstig artikel 69, § 11, van hetzelfde decreet. Het wordt goedgekeurd overeenkomstig artikel 70 van hetzelfde decreet.

Artikel 67/2. § 1. De inrichtende macht van een inrichting waarvan de resultaten een beduidende afwijking vertonen onder het gemiddelde van de vergeleken inrichtingen, die geïdentificeerd worden overeenkomstig artikel 3, 16, 3°, van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, bepaalt en plant, voor een periode van zes jaar, prioritaire acties die ertoe strekken zijn prestaties te verbeteren, op basis van de elementen opgebracht door de Sturingscommissie opgericht bij artikel 2 van het voornoemde decreet van 27 maart.

Deze prioritaire acties rusten op de interne en externe middelen ter beschikking van de inrichting en worden op elkaar afgestemd.

§ 2. De interne middelen bedoeld bij paragraaf 1 zijn, inzonderheid :

1° de teams van het PMS-centrum en van de dienst voor gezondheidspromotie op school;

2° de middelen voortgebracht door de gedifferentieerde omkadering;

3° de cel voor plaatselijk overleg bedoeld bij artikel 4, § 3, van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie.

De externe middelen bedoeld bij paragraaf 1 zijn, inzonderheid :

1° de programma's voor voortgezette opleiding;

2° de Dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs bedoeld bij artikel 4, § 1, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs;

3° de Cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding bedoeld bij artikel 4, § 2, van het voormelde decreet van 8 maart 2007;

4° de bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 7 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie.

§ 3. De prioritare acties bedoeld bij paragraaf 1 worden in het inrichtingsproject bedoeld bij artikel 67 geïntegreerd, volgens de nadere regels bepaald bij de artikelen 69 tot 71.

Ze worden uitgerust met kwalitatieve en kwantitatieve indicatoren van verwezenlijking en resultaten, die toelaten de vorderingen te meten.

§ 4. Het aldus geamendeerde inrichtingsproject wordt ter beschikking gehouden van de bevoegde Inspectiedienst.

Afdeling 4. — Wijziging van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap

Art. 36. In artikel 3 van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 11 juli 2002, aangevuld bij de decreten van 12 mei 2004, 4 april 2005, 19 mei 2006, 2 juni 2006, 5 juni 2008, 30 april 2009, 18 maart 2010 en 12 juli 2012, wordt een punt 16 ingevoegd, luidend als volgt :

"16. 1° voor de inrichtingen die een deel van het pedagogische continuüm organiseren zoals bepaald bij artikel 13, § 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, te bepalen wat als beduidend verschil tussen inrichtingen kan worden beschouwd; daartoe, steunt de sturingscommissie op een vergeleken analyse van gekruiste en steeds opkomende indicatoren die door haar goedgekeurd worden, voor een geheel inrichtingen gelegen in dezelfde zone, met eenzelfde profiel, en inzonderheid, die tot eenzelfde klasse behoren, zoals bedoeld bij artikel 4 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving;

2° in de inrichtingen die een beduidend verschil vertonen boven het gemiddelde van de vergeleken inrichtingen, inzonderheid met de steun van de Inspectiedienst, een lijst op te maken van de doeltreffende praktijken die ze implementeren, om voor de verspreiding ervan te zorgen;

3° de inrichtingen te identificeren die een beduidend verschil vertonen onder het gemiddelde van de vergeleken inrichtingen, en ze globaal de elementen over te zenden die ze in staat zullen stellen de integratie te bewerkstelligen in hun inrichtingsproject, overeenkomstig artikel 67/2 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, van een bepaald aantal prioritare acties bedoeld om hun resultaten te verhogen, zoals een lijst van de doeltreffende praktijken, suggesties voor een correcte afstemming van de interne middelen van de inrichting en de externe middelen beschikbaar voor de inrichting. De Commissie behoudt de vertrouwelijkheid van de gegevens betreffende elke inrichting; de mededeling van de analyses en suggesties vanuit deze gegevens alsook de gegevens betreffende de andere inrichtingen bedoeld bij 1° mogen in geen geval toelaten de schoolinrichtingen te identificeren. De gegevens die ze betreft en die aan de inrichtingen gegeven worden kunnen door ze enkel gebruikt worden om de prioritare acties te bepalen die hun resultaten zouden kunnen verbeteren."

Afdeling 5. — Wijziging van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs

Art. 37. In het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, wordt een artikel 28/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 28/1. Onverminderd artikel 29, § 4, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, stelt de Klassenraad bedoeld bij artikel 27, voor iedere leerling die het gespecialiseerd lager onderwijs verlaat om zich in het gewoon secundair onderwijs in te schrijven zonder houder te zijn van het getuigschrift basisstudies, een competentieverslag op dat betrekking heeft op de beheersing van de competentiesokkels op 12 jarige leeftijd volgens een door de Regering bepaald model.

Het hoofd van een inrichting voor lager onderwijs zendt zonder verwijl aan de school voor secundair onderwijs die het aanvraagt het competentieverslag bedoeld bij het eerste lid alsook het geïndividualiseerd leerplan bedoeld bij artikel 4, § 1."

Art. 38. In hetzelfde decreet wordt een artikel 44^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 44^{ter}. Wanneer bijkomende lestijden naast het lestijdenpakket toegekend aan een schoolinrichting overeenkomstig artikel 37, § 1, van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, aan de tijdelijke aanwerving worden besteed van een lid van het hulpvoedend personeel overeenkomstig artikel 37, § 2, van hetzelfde decreet, kan de betrekking van dat lid van het hulpvoedend personeel in vier delen gedeeld worden.”.

Afdeling 6. — Wijziging van het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het Secundair Onderwijs

Art. 39. In artikel 6 van het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het Secundair Onderwijs, zoals gewijzigd bij artikel 31 van het decreet van 17 oktober 2013 tot wijziging van verschillende bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, bij paragraaf 3, 5°, worden de woorden “bedoeld in de artikelen 25, § 1, 3°, § 2, 1°, 26, § 1, 1°, 27, 1°, 30, § 2, 1°” vervangen door de woorden “bedoeld in de artikelen 26, § 1, 1°, 28^{bis}, § 1, 1° en 30, § 1, 1°, en § 2, 1°”.

Afdeling 7. — Wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs

Art. 40. In artikel 29 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 4. Voor elke leerling die het getuigschrift basisstudies niet heeft gekregen, stelt de examencommissie bedoeld bij artikel 29 een competentieverslag op over de beheersing van de competentiesokkels op 12 jarige leeftijd en vermeldt, in voorkomend geval, de gedeelten van de gemeenschappelijke externe proef bedoeld bij artikel 19, waarvoor de leerling geslaagd is. De Regering bepaalt het model voor het competentieverslag.

Wanneer één van deze leerlingen in het secundair onderwijs ingeschreven is, zendt het hoofd van de inrichting voor lager onderwijs zonder verwijl aan de school voor secundair onderwijs die het aanvraagt het competentieverslag bedoeld bij het eerste lid alsook, desgevallend, het individueel leerplan bedoeld bij artikel 4, § 1, van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.”.

Art. 41. In hetzelfde decreet, in artikel 36/2, vervangen bij het decreet van 28 maart 2013, worden de eerste twee leden vervangen door een tekst, luidend als volgt :

“Worden onderworpen aan externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift die in aanmerking komen voor de uitreiking van het getuigschrift secundair onderwijs van de eerste graad op het einde van de derde fase van het pedagogisch continuüm :

1° alle leerlingen die in het gemeenschappelijke tweede jaar ingeschreven zijn;

2° de leerlingen die, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 26, § 2, eerste lid, en 28, § 1, eerste lid, 1°, a, 2°, eerste lid, a, en § 2, eerste lid, 1°, van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, voor het bijkomend jaar georganiseerd op het einde van de eerste graad ingeschreven zijn overeenkomstig titel III van hetzelfde decreet van 30 juni 2006.

Deze externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift zijn ook toegankelijk, op aanvraag van de ouders of van de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent en, na het advies van de Klassenraad te hebben ingewonnen, voor elke leerling ingeschreven voor de tweede en derde fases van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3.”.

Art. 42. In artikel 36/9 van hetzelfde decreet, aangevuld met het decreet van 12 juli 2012 en vervangen bij het decreet van 28 maart 2013, in paragraaf 2, worden de woorden “in de artikelen 25, § 1, 3°, § 2, 1°, 26, § 1, 1°, 27, § 1, 1°, 30, § 2, 1°” vervangen door de woorden “in de artikelen 26, § 1, 1°, 28^{bis}, § 1, 1° en 30, § 1, eerste lid, 1°, en § 2, 1°”.

Afdeling 8 : — Wijziging van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs

Art. 43. In artikel 6 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009 en aangevuld bij het decreet van 18 mei 2012, bij paragraaf 1, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1°, worden de woorden “de opleidingsprofielen” vervangen door de woorden “de kwalificatieprofielen of, bij gebreke daarvan, de opleidingsprofielen bepaald overeenkomstig artikel 6 van het decreet van 27 oktober 1994 tot organisatie van het overleg voor het secundair onderwijs”;

2° er wordt een punt 19° ingevoegd, luidend als volgt :

“19° het opstellen, om de drie jaar, van een verslag over het implementeren en de doeltreffendheid, in de inrichtingen die een beduidend verschil vertonen onder het gemiddelde van de vergeleken inrichtingen bedoeld bij artikel 3, punt 16, 2°, van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, van de prioritaire acties besloten in het inrichtingsproject om hun prestaties te verbeteren, overeenkomstig artikel 67/2 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.”.

TITEL III. — *Slotbepaling*

Art. 44. Dit decreet treedt in werking, jaar per jaar, op 1 september 2014.

Nochtans, in afwijking van het vorige lid, kunnen de inrichtende machten het stelsel dat op 31 augustus 2014 gold en dit, gedurende de schooljaren 2014-2015 (in 1A, 2A, 1B, 1G, 2G, 2GB), 2015-2016 (in 1B, 2A, 2B, 2G, 2GB), en 2016-2017 (in 2B, 2GB). In dat geval geven ze bericht er van aan de Diensten van de Regering, volgens nader door deze diensten te bepalen regels.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 april 2014.

De Minister-president van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

—
Nota

(1) *Zitting 2013 – 2014*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 640. — 1. Advies van de Raad van State, nr. 640-2. *Integraal verslag.* — Mondeling verslag, bespreking en aanneming. — Vergadering van 10 april 2014.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204857]

21 MARS 2014. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 01 et 04 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, notamment l'article 26;

Vu le décret du 11 décembre 2013 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014, notamment l'article 5;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 janvier 2014;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et de liquidation à l'article de base 12.04 du programme 01 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014, afin de financer des politiques informatiques,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 5.575 milliers d'EUR et des crédits de liquidation à concurrence de 6.031 milliers d'EUR sont transférés du programme 04 de la division organique 15 au programme 01 de la même division organique.

Art. 2. La ventilation des articles de base suivants des programmes 01 et 04 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014 est modifiée comme suit :

(en milliers d'euros)

Article de base	Crédit initial		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CL	CE	CL	CE	CL
DO 15 12.04.01	511	511	+ 5.575	+ 6.031	6.086	6.542
DO 15 12.04.04	6.361	6.331	- 5.575	- 6.031	786	300